ISSN 0024-7650

L'Algérie 20 ans après l'indépendance

Pages 8-9

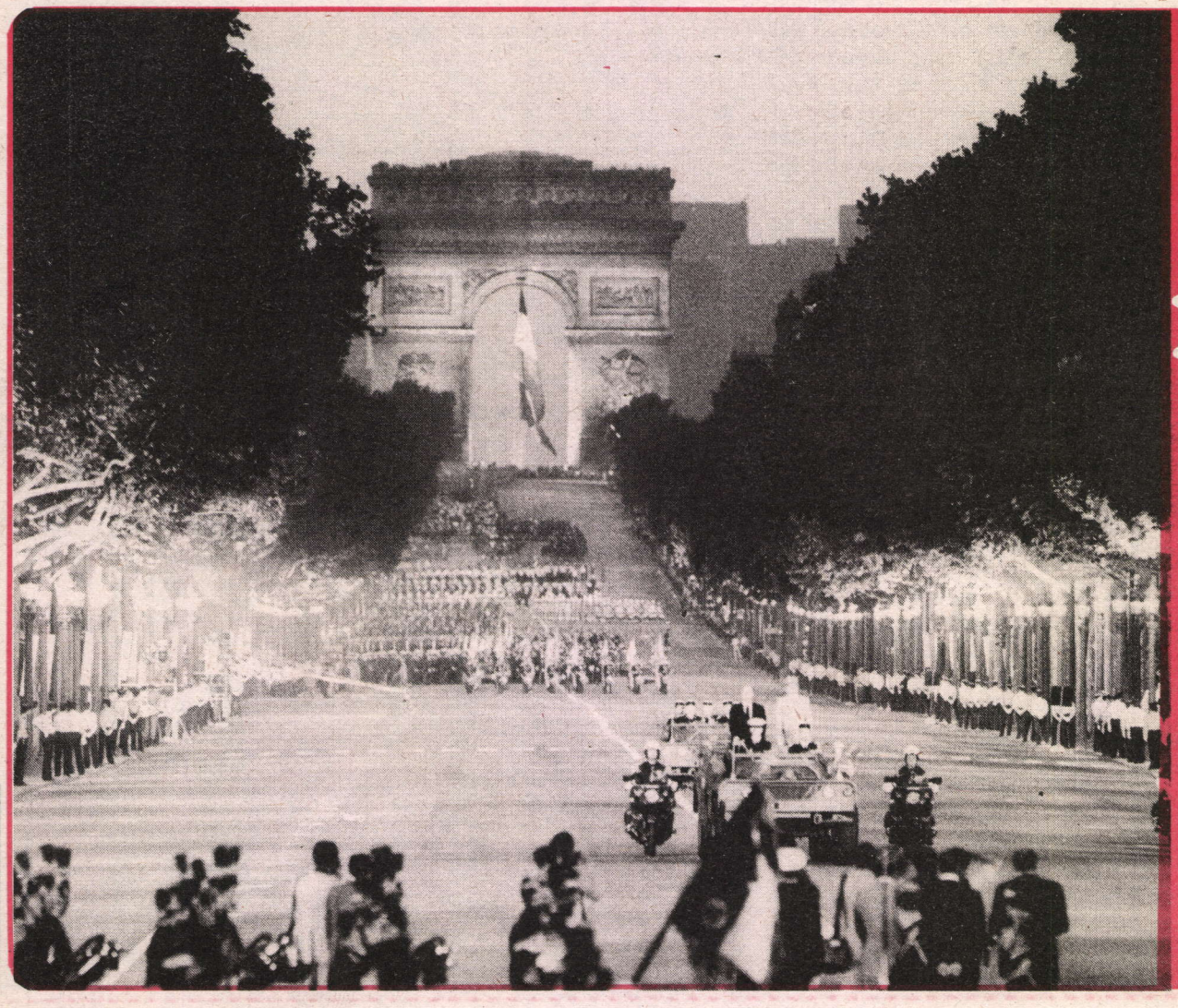
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 737 - 17 juillet 1982 - prix : 6 F

Les mesures du gouvernement envers les jeunes

Page 6

A BAS LE BLOCAGE DES SALAIRES !



14 JUILLET les milliards des militaires qui défilent

Page 4

M 6189 - 737 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 7 :
— La guerre Iran-Irak : qu'y gagneront les peuples ?
— Liban : pas de victoire facile pour Israël.
Pages 8 et 9 :
— L'Algérie vingt ans après l'indépendance.
• Une agriculture pas sortie du sous-développement.
• La politique industrialiste de l'Etat algérien.
• Quelques riches et beaucoup de pauvres.
Page 10 :
— Grande-Bretagne : épreuve de force contre les cheminots en grève.

En France

Page 5 :
— 14 juillet : les milliards des militaires défilent.
— Le changement dans l'armée : quel changement ?
— Les amiraux veulent de la rallonge pour pouvoir faire leur guerre des Malouines.
Page 6 :
— Le gouvernement et les jeunes : les bonnes intentions ne suffiront pas.
Page 11 :
— Non au blocage des salaires !
— Usinor-Dunkerque : échec à un licenciement.
Page 12 :
— Les sidérurgistes brûlent le château du patron.
— UAP 19e : dure à digérer, l'augmentation de la cantine.
Page 16 :
— Les caravanes de Lutte Ouvrière sur la route de vos vacances.

Culture

Page 13 :
— Livres : Hôtel New Hampshire de John Irving ; Le roman de la rose.
Page 14 :
— Livres : Les romantiques de Nazim Hikmet ; J'accuse devant le tribunal de la société de Liu Qing ; Transitville de T. Tardos ; Le capital de Marx pour débutants.
Page 15 :
— Film : Dressé pour tuer de Samuel Fuller.
— Spectacle : Je persiste et signe... Brel.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Il y a quarante ans

La rafle du Vel-d'Hiv

13 000 Juifs arrêtés par la police française

Il y a quarante ans, les 16 et 17 juillet 1942, plus de 13 000 Juifs de la région parisienne partaient vers la mort. C'était la grande rafle du Vel-d'Hiv.

13 000 Juifs, dont près de 4 000 enfants, étaient arrêtés par la police française. A elles seules, les autorités allemandes ne pouvaient absolument pas organiser cette opération cyniquement dénommée « Vent printanier ». Elles devaient compter sur la collaboration active du gouvernement de Vichy. Ce fut le cas : le 10 juillet eut lieu une ultime réunion entre responsables français et allemands. 9 000 policiers français furent mobilisés, avec des consignes très strictes et ignobles qu'ils ont appliquées à de rares exceptions près : interdiction de discuter avec les Juifs, interdiction de se laisser influencer par leur état de santé, interdiction de confier les impotents à des voisins apitoyés, obligation par contre de remettre chiens et chats aux concierges et... obligation de fermer les compteurs de gaz et d'électricité dans les appartements visités !

Au petit matin du 16 juillet commencèrent les arrestations des hommes, des femmes et des enfants, puisque les autorités de Vichy avaient d'elles-mêmes proposé aux Allemands d'englober aussi les enfants dans cette rafle. La police parisienne a ainsi parqué, en 48 heures, au Vel-d'Hiv, 13 000 personnes dont elle assurait la garde et veillait à empêcher les évasions, faisant du Vélodrome l'antichambre des camps de la mort.

A partir du 18 juillet, tous seront transférés à Drancy. Puis, de là, ce sera la déportation vers les camps, Auschwitz entre autres.

22 000 Juifs auraient dû être arrêtés. Mais quelques milliers, avertis de l'opération après le premier jour, purent y échapper.

La rafle du Vel-d'Hiv, c'est toute l'horreur de la barbarie nazie, mais c'est aussi celle de la police parisienne qui l'a exécutée !

En France, personne n'a été condamné pour la rafle du Vel-d'Hiv. René Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, et Jean Leguay, délégué de Bousquet, ne furent pas inquiétés pendant des dizaines d'années. Il a fallu attendre 1979 pour que Leguay soit inculpé. Mais il demeure toujours en liberté, ainsi que Bousquet, dont on apprit que pendant des années il siégea dans nombre de conseils d'administration, dont celui de la compagnie UTA.

La police parisienne dans son ensemble fut décorée par De Gaulle de l'ordre de la Libération : la fourragère rouge la lavait de toutes les infamies. C'est la même police qui resta en place de Vichy à la IVe République. Et cela illustre bien le souci majeur des dirigeants politiques français qui se sont succédé de Vichy à nos jours : la continuité de l'appareil d'Etat, qui peut, selon les besoins, être utilisé aux pires besognes.

Guy FICHET

EN BREF

PRIX : UN BLOCAGE... PASSOIRE

Le prix de presque tous les modèles Renault doit augmenter. Le prix de la R4 tient le pompon, avec 7 % d'augmentation.

Le prétexte de cette augmentation, en plein blocage des prix, c'est qu'il s'agit des modèles 1983. Et hop, deux boulons de plus par ci, une bricole de moins par là, et voilà comment on tourne un blocage des prix.

Si Renault, qui dépend du gouvernement, donne un tel exemple, qu'est-ce que cela va être pour le reste des prix ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière ***Renault Flins.***

LE BLOCAGE DÉBLOQUE DE PLUS EN PLUS

Tout le monde sait maintenant que, parmi les produits qui ne sont pas bloqués, il y a l'essence, le gas-oil, le fuel, les fruits et légumes et les produits frais (crème, fromage, poisson, coquillages).

Mais saviez-vous que la liste inclut aussi les fruits au sirop, les plantes vivantes, les graines et semences, ainsi que des produits de base comme la farine, le riz, le sucre, les céréales et l'huile d'olive ?

Pour être complet, il faut ajouter la truffe. Mais c'est bien le seul produit dont la hausse nous laisse froids.

SEITA CONDAMNÉE

La SEITA a été condamnée à verser 20.000 F de dommages-intérêts à une association de consommateurs, à propos d'une publicité en faveur des cigarettes International News.

La raison en est que la dénomination International News suggère qu'il ne s'agit pas d'un produit français, les paquets de cigarettes étant de surcroît couverts de mentions en anglais.

Un paradis artificiel, en quelque sorte...

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

A BAS LE BLOCAGE DES SALAIRES !

Il y a un mois le gouvernement décidait le blocage des salaires pour 4 mois. Mais maintenant ce n'est même plus de quatre mois dont les ministres parlent, mais de 18 mois !

Le culot de ces gens-là n'a décidément pas de limites.

Alors que tout le monde peut vérifier que le blocage des prix est symbolique et que pendant quatre mois ce sont les salariés — et eux seuls — qui vont voir leur niveau de vie diminuer, les Delors, les Fabius, les Mauroy et Mitterrand lui-même consacrent tous leurs discours à nous prêcher, à nous travailleurs, des sacrifices et des efforts, toujours plus d'efforts et toujours plus de sacrifices.

« Aucune catégorie sociale ne sera exclue de l'effort de maîtriser l'inflation pendant les quatre mois de blocage et tout au long des dix-huit mois pendant lesquels, tous ensemble, nous allons construire les bases d'une évolution modérée, responsable, équitable, des prix et des revenus. » Voilà ce qu'a déclaré Mauroy devant les députés le 12 juillet dernier.

« Modérée », l'évolution des prix de l'essence qui augmente de 5 à 7 centimes tous les mois ? « Modérée » l'évolution des tarifs de la SNCF, des tarifs du gaz et de l'électricité ? « Modérée » celle des prix des fruits et légumes ?

« Equitable » de permettre aux patrons de se dispenser des augmentations de salaires prévues cet été ? « Equitable » de diminuer le pouvoir d'achat des salariés quand on n'ose même pas établir un contrôle sérieux des profits des spéculateurs qui jonglent avec les monnaies ? « Equitable » d'imposer des économies aux chômeurs et aux assurés sociaux, en réduisant les prestations, pour boucher les trous de l'UNEDIC ou de la Sécurité sociale, alors que le gouvernement, lui, se permet de faire chaque année un trou de 100 milliards dans le budget de l'Etat pour distribuer de l'argent aux patrons et payer des sous-marins nucléaires ou des bombes atomiques à ses généraux.

C'est ça, la politique « responsable » de Mauroy ?

Responsable, oui, devant les généraux et les amiraux avec qui Mitterrand s'entend si bien, responsable devant le grand patronat, devant les riches et les puissants, devant la bourgeoisie.

Mais c'est une politique qui s'attaque directement aux intérêts des travailleurs.

Le blocage des salaires, c'est une véritable déclaration de guerre aux travailleurs. Même Raymond Barre ne s'y était pas risqué : il avait imposé des limites aux augmentations de salaires, mais il ne les avait jamais interdites car il craignait les réactions de la classe ouvrière.

Mais le gouvernement de gauche, lui, a tenu à montrer qu'il pouvait aller plus loin que la droite, qu'il était capable d'éviter la colère des travailleurs avec la complicité des états-majors syndicaux.

Et, dans son zèle à servir la bourgeoisie, il se vante déjà de faire accepter aux travailleurs la diminution régulière de leur pouvoir d'achat pendant des mois (dix-huit, lancés au hasard par le gouvernement, pour dire un chiffre). En fait, pendant tout le temps que durera la crise et où il aura besoin de rogner sur le niveau de vie des classes populaires pour maintenir les profits patronaux.

Cet empressement du gouvernement à s'en prendre aux plus défavorisés, cette servilité vis-à-vis des puissances d'argent, ne lui amèneront pas plus de reconnaissance de la part de ses maîtres que ceux-ci n'en n'ont pour leurs laquais.

Les riches feront plier les ministres sous leurs railleries et leur mépris, ils les obligeront à se déconsidérer toujours plus pour satisfaire leurs exigences. Et plus le gouvernement de gauche se montrera servile, plus les riches se montreront arrogants et exigeants.

Et il faudrait que les travailleurs acceptent de faire les frais à la fois de l'arrogance des riches et de la servilité des gouvernants ? Ah non ! Les ministres sont peut-être des pantins prêts à se plier aux quatre volontés des possédants, mais les travailleurs n'ont pas à jouer les dupes dans cette comédie honteuse. Et ils ont intérêt à faire savoir au plus tôt qu'ils y voient clair et qu'ils refusent de jouer le jeu.

Ils ont intérêt à taper un bon coup de poing sur la table et à dire NON : NON au blocage des salaires, NON aux sacrifices à sens unique.

Ils savent bien maintenant qu'ils ne peuvent pas compter sur les dirigeants syndicaux ni sur les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste pour les aider à se faire entendre.

Mais ils peuvent, s'il le faut, se passer de tous ceux qui auront choisi un autre camp.

Et soyons sûrs que des protestations organisées un peu partout, par les militants ouvriers, par les travailleurs eux-mêmes, en passant éventuellement pardessus la tête des directions syndicales incapables, inquiéteraient patrons et gouvernants plus encore qu'une simple journée d'action décidée par les états-majors.

Oui, il est grand temps que la classe ouvrière exprime son mécontentement, montre son indignation, manifeste sa colère.

Et il est grand temps que nos ministres de gauche tremblent un peu devant les pauvres, au lieu de trembler devant les riches.

Arlette LAGUILLER

Les déclarations des ministres : austérité à qui mieux-mieux

Les déclarations gouvernementales n'ont pas manqué ces derniers jours sur le thème de l'austérité.

C'est Delors qui déclare le 8 juillet devant le Sénat, à l'occasion du vote de la loi sur le blocage des prix et des salaires : **« Faire payer les riches, c'est un peu simplet. Il n'y a pas de trésor caché dans les entreprises. »**

C'est Mauroy qui affirme, à propos du blocage des salaires à France-Inter, que **« le dispositif sera consolidé par un traitement de dix-huit mois ».**

Et le même Mauroy, recevant les syndicats de fonctionnaires les 9 et 15 juillet, expose son plan de freinage des salaires. Un plan dont le volet essentiel est ainsi décrit dans *Le Monde* du 11 juillet : **« La fixation d'un calendrier des augmentations de salaires sur la base d'hypothèses d'évolution des prix en 1982 et 1983. Une clause de sauvegarde à la fin de l'année 1983 serait en outre définie, pour garantir le maintien du pouvoir d'achat moyen. »**

Autrement dit, ce que prépare Mauroy et ce qu'il demande aux syndicats de faire avaler aux travailleurs c'est, après quatre mois de blocage des salaires, une période supplémentaire de quatorze mois durant laquelle les salaires ne suivraient pas les prix. Avec en fin de course un rattrapage. A moins que cela ne soit un nouveau blocage...

Et puis, lors de la même réunion du 15 juillet, Mauroy aborde aussi la cotisation chômage des fonctionnaires qui entrera en vigueur à partir du 1er novembre.

Il y a aussi tout le reste : la réforme de l'UNEDIC, destinée à limiter les prestations versées aux chômeurs et à augmenter les cotisations des salariés ; et la limitation des dépenses de la Sécurité sociale, au sujet de laquelle Beregovoy, nouveau ministre, a immédiatement annoncé début juillet qu'**« il y a des économies à faire ».**

Quant à Rocard, il n'a pas non plus voulu être en reste et, dans deux articles publiés dans *Le Monde* des 14 et 15 juillet sous le titre **Du bon usage de la rigueur,** il écrit notamment : **« Socialiste, je n'ai jamais reproché aux patrons de faire trop de profits mais, et fréquemment, de ne pas en faire assez. »** **Pierre VERNANT**

La réforme du scrutin municipal : adieu la proportionnelle !

Le projet de loi modifiant les règles d'élection des conseillers municipaux, adopté par le Conseil des ministres le 13 juillet, représente un petit chef-d'œuvre d'hypocrisie.

L'une des 102 propositions du candidat Mitterrand comportait l'engagement du retour des divers scrutins électoraux au principe de la proportionnelle. Le nouveau mode d'élection pour les municipales a donc été conçu de façon à donner l'impression d'un retour à la proportionnelle, alors qu'il est en fait un bon vieux scrutin majoritaire... à la limite de la magouille.

Le scrutin sera désormais le même dans toutes les communes de plus de cinq mille habitants. Si une liste obtient au premier tour plus de 50 % des suffrages exprimés, elle obtiendra d'emblée la moitié des sièges. Ensuite, les autres sièges seront répartis à la proportionnelle entre toutes les listes ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés, y compris celle qui a déjà raflé la moitié des sièges. La liste majoritaire obtiendra donc de cette façon un supplément de 25 % d'élus, soit au total 75 % de conseillers pour 50 % des suffrages exprimés.

Dans l'hypothèse où aucune liste n'obtient au premier tour 50 % des suffrages exprimés, un second tour est organisé, avec la participation des listes ayant obtenu au moins 10 % des voix. Ces listes pourront accueillir des candidats ayant figuré au premier tour sur une liste n'ayant pas obtenu suffisamment de voix pour participer au second. Les sièges seront répartis de la même façon que dans le cadre d'un tour unique, la liste arrivant en tête obtenant automatiquement plus de la moitié des sièges.

Parler de scrutin à la proportionnelle à ce propos, c'est comme coller l'étiquette « lanterne » sur une vessie. Il s'agit bel et bien d'un beau scrutin majoritaire, avec un zeste de proportionnelle... en proportion de la fidélité des dirigeants socialistes à leurs promesses, c'est-à-dire à toute petite dose.

Tous ceux, dont nous sommes, pour lesquels le 10 mai a rappelé qu'il ne sert à rien d'attendre quoi que ce soit des élections, n'en seront pas autrement déçus. Quant à ceux qui espéraient que Mitterrand et les socialistes resteraient fidèles à leur programme, ils en sont encore une fois pour leurs frais.

Les défavorisés de la décentralisation

L'un des effets de la décentralisation telle que l'envisage le gouvernement sera de dissoudre les Conseils généraux dans les territoires et départements d'outre-mer. Ils seront remplacés par une assemblée unique élue au suffrage universel avec un mode de scrutin proportionnel.

Dès l'annonce de cette décision, il y a eu au moins un « élu local » pour protester avec la plus vive indignation. On se demande bien pourquoi, puisque le projet rendu public semble, somme toute, plus démocratique et davantage susceptible de représenter les électeurs.

D'autant que, pour un élu « local », il peut aller se rhabiller. Eh oui, vous avez deviné : c'est de Michel Debré qu'il s'agit. Le voilà le défenseur des populations d'outre-mer, tellement sûr de sa représentativité qu'il a préféré aller se dénicher une circonscription sur mesure, à La Réunion, à des milliers de kilomètres de chez lui, là où, c'est connu, les pratiques électorales ne sont pas tout à fait les mêmes qu'en territoire métropolitain.

Cela faisait plus de vingt ans que, bien tranquillement, il se faisait élire et réélire député RPR de La Réunion et que toutes les élections s'y déroulaient selon ses vœux. Seulement voilà, il y a eu un changement de majorité, et les amis du nouveau pouvoir piaffent d'impatience, dans les territoires d'outre-mer aussi, de rafler les places que d'autres ont tenues si longtemps. Et, vu ce que la gestion des Debré et autres élus RPR a rapporté aux populations de ces territoires coloniaux, il est facile d'imaginer qu'il n'y aura pas grand mal à en déboulonner plus d'un.

Pauvre Debré ! Même à La Réunion, on ne peut plus se faire son élection tranquille...

DROIT A L'AVORTEMENT : IL Y A ENCORE DES CITADELLES A VAINCRE

Un nouveau décret va obliger tous les centres hospitaliers comportant un service de chirurgie ou une maternité à ouvrir un centre d'orthogénie, où seront pratiquées les interruptions volontaires de grossesse. Ce décret porterait à près de 600 le nombre de ces centres, soit près de trois fois le chiffre actuel.

Trois ans après le vote définitif de la loi autorisant l'avortement, les femmes éprouvent toujours les mêmes difficultés à se faire admettre dans un centre d'IVG. D'après une enquête du Planning Familial, sur Paris, seulement 15 % des femmes qui se présentent sont admises, et on constate que de plus en plus de femmes recourent comme par le passé aux voyages à l'étranger.

Ces faits ne sont pourtant pas dus à une augmentation du nombre de femmes désirant avorter, ni à une régression du nombre de places disponibles dans les hôpitaux. Ce qui aboutit à cette situation, c'est le « blocage » de bon nombre de patrons de services obstétrique-gynécologie, qui résistent à l'application de la loi. Cette résistance n'est pas nouvelle mais elle se fait d'autant plus sentir que, selon le Planning Familial, une circulaire signée par l'ex-ministre Barrot en 1980 aboutit à mettre de plus en plus étroitement sous tutelle des hôpitaux des centres d'interruption volontaire de grossesse auparavant indépendants. Mais il n'y a pas qu'un mandarinat réactionnaire qui bloque la mise en application de la loi. C'est au nom des restrictions de crédits et de personnel que les chefs de service réduisent le nombre d'avortements pratiqués, et qu'on en arrive à « une véritable régression », **selon les termes du Planning Familial.**

L'extension du nombre de centres d'IVG s'impose certainement. Mais il n'est même pas sûr qu'elle permette de satisfaire toutes les demandes. Toujours selon le Planning Familial, il y a de nombreux centres qui ne pratiquent d'IVG que jusqu'à la 6e ou 7e semaine, au lieu des dix semaines prévues par la loi, qui ne font qu'une ou deux IVG par semaine...

Pour assainir la situation, il faudra non seulement créer de nouveaux centres d'IVG, mais aussi obliger toute une clique de médecins réactionnaires à les faire fonctionner. Autant dire que la partie est loin d'être gagnée.

Nelly MEYER

Un drame inévitable ?

A la suite du décès de la femme du boxeur Max Cohen et de l'enfant qu'elle allait mettre au monde, dans une clinique de la région parisienne, on a entendu des médecins déclarer que le défaut de surveillance pendant un accouchement était chose courante et même normale.

Un accoucheur d'un grand hôpital parisien a expliqué au **Matin : « Un accouchement peut se dérouler en une demi-heure comme en quinze heures, la moyenne étant de six ou sept heures. Au début, pendant longtemps, il ne se passe presque rien... Il n'est pas possible d'assurer à toutes les femmes une surveillance de tous les instants à partir du moment où elles sont entrées en salle de travail. Une visite tous les quarts d'heure, un examen toutes les heures ou les demi-heures, cela paraît raisonnable. »**

La preuve en est pourtant que la surveillance permanente des femmes en train d'accoucher permettrait d'éviter les drames. Comme quoi il y a, dans les grands hôpitaux parisiens, comme dans les cliniques privées, bien des progrés à faire pour que le souci de « tous les instants » d'éviter la perte de vies humaines ou des accidents graves l'emporte sur les soucis d'économies et le fatalisme de ceux qui s'en accommodent.

Si vous avez du temps à gaspiller, écrivez à Fabius !

Interviewé par le **Journal du Dimanche**, le ministre du Budget, Laurent Fabius, a défini les grands traits du budget 1983. Rigueur, économies, lutte contre la fraude et le gaspillage ont été les thèmes développés par le ministre. Il a même lancé un appel à la population pour l'aider dans sa tâche : **« Je demande aux Français, par leurs propositions, de me saisir directement et de m'aider dans cette lutte contre les gaspillages financiers. »**

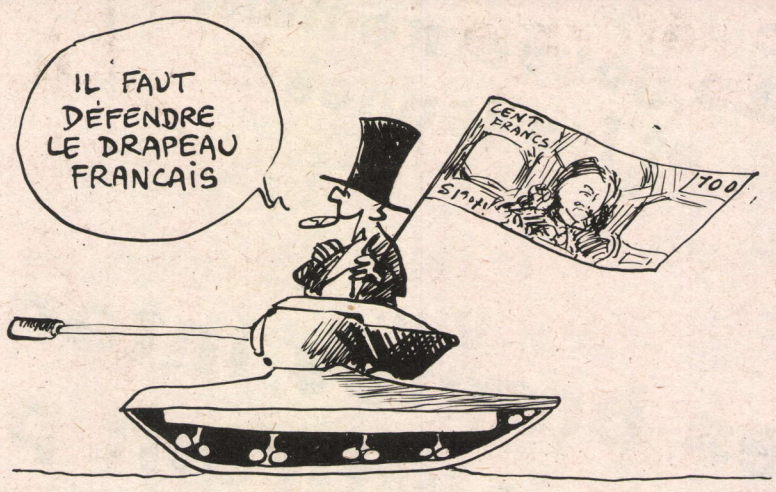
Pauvre Fabius, qui n'y voit plus clair dans tous ces milliards que ses collègues jettent allègrement par les fenêtres !

Les milliards distribués aux patrons pour lutter contre le chômage et qui servent à licencier, les dizaines de milliards dépensés par Hernu pour payer à ses généraux des joujoux meurtriers, les crédits qui s'envolent en fumée dans les expériences nucléaires... On pourrait lui en écrire des lettres, à Fabius !

Mais les timbres, pourquoi les gaspiller aussi ?

armée

14 juillet : les milliards des militaires défilent



Les salaires sont bloqués, mais pas les dépenses militaires. En pleine période d'austérité, l'Etat n'a pas lésiné sur les dépenses pour fêter son armée et bichonner l'état-major, lors de ce 14 juillet.

Les défilés ont commencé en province dès mardi 13, notamment à Lille et à Lyon où Mauroy et Hernu sont allés faire les beaux devant les généraux. Le lendemain matin, Mitterrand s'est rendu à Toulon pour passer en revue la marine de guerre. Les pauvres n'avaient, paraît-il, pas eu droit à pareil égard de la part d'un chef d'Etat français depuis le 14 juillet 1958.

Pour l'occasion, 36 bâtiments et 68 avions et hélicoptères avaient été mobilisés. Trois des fleurons de la panoplie de joujoux flottants de la marine de guerre ont évolué devant le président : les deux porte-avions *Foch* et *Clémenceau* et le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire *Rubis*.

Ensuite, ce fut, durant tout l'après-midi, une grande exposition de matériel militaire sur le Champ-de-Mars. Les Parisiens pouvaient ainsi aller admirer directement à quoi l'argent de leurs impôts, dont les feuilles arrivent ces jours-ci, est utilisé.

Mais le clou de la représentation a incontestablement été le défilé nocturne, sous les projecteurs, de la soirée. Mitterrand a descendu les Champs-Elysées à la tête de 6 000 hommes de troupe, avant de prendre place sur une tribune aménagée place de la Concorde.

Coût de ce spectacle, éclairé par trois mille projecteurs installés tout au long des Champs-Elysées : 3.800.000 F selon le chiffre révélé par le *Nouvel Observateur*, qui précise que les frais ont été partagés entre le ministère des Armées, Antenne 2 et... le ministère de la Culture. Soit une augmentation de 82 % par rapport aux 2 287 000 francs de dépenses du défilé 1981.

Le moins qu'on puisse dire c'est qu'après le sommet à grand spectacle de Versailles, il y a cinq semaines, il n'y a pas, pour le char de l'Etat, d'austérité qui tienne quand il s'agit de faire de l'épate.

Pierre VERNANT

Les amiraux veulent de la rallonge pour pouvoir faire leur guerre des Malouines

Les amiraux réclament des crédits supplémentaires. La marine, qui ne vient qu'en troisième position pour les dépenses militaires, après l'aviation et l'armée de terre, et avant la gendarmerie, pleure à grandes eaux.

L'amiral Lannuzel, qui quitte le haut commandement de la marine le 31 juillet prochain, déplore dans l'hebdomadaire *Cols Bleus*, publié à la veille du 14 juillet, « *le nombre restreint de ses moyens logistiques (pétroliers, ravitailleurs de munitions)* » et « *le vieillissement de certains types de navires* ».

Hernu n'est pas resté insensible à ce désespoir puisqu'il a tenu à rappeler récemment que quatre des cinq sous-marins lanceurs d'engins nucléaires actuellement en service seront, au cours des prochaines années, équipés d'un arsenal de missiles nucléaires aussi performants que celui qui équipera l'*Inflexible*, lancé en juin dernier. Celui-ci portera seize missiles M4 capables de lancer chacun, à 4 000 kilomètres de distance, six têtes thermonucléaires, chacune d'une puissance dix fois supérieure à la bombe d'Hiroshima.

Mais la marine de guerre en veut plus ! A la suite de la guerre des Malouines, les va-t-en-guerre de la Royale estiment qu'il leur faudra dans quelques années des porte-avions plus modernes pour remplacer le *Foch* et le *Clémenceau*, afin de pouvoir transporter des avions à long rayon d'action, ce que la flotte britannique n'avait pu faire avec ses vieux bateaux.

Cette campagne des amiraux a été appuyée par *L'Express*, qui consacre sa couverture à ce sujet sous le titre : « *Guerres lointaines : si demain la France* »... Et *Le Monde* évoquait, le 14 juillet, dans un article intitulé *Une politique navale pour l'an 2000*, le sort des Français résidant à l'étranger qui représentent « *1 800 000 ressortissants, otages en puissance d'un chantage que certaines nations n'hésitent plus, désormais, à exercer* »...

Mais qui sont-ils donc, ces 1 800 000 Français dont on nous dit qu'il faut veiller à leur sécurité ? Ils sont surtout concentrés dans les anciennes colonies françaises d'Afrique occidentale, où ils font des affaires sur le dos de la population. Et où ils sont 470 000, soit dix fois plus qu'il y a vingt ans ! Selon le journal anglais *The Economist*, 17 entreprises publiques gabonaises ont pour patrons de « jeunes Français ». Et le même journal rappelle que les Français représentent 30 % des fonctionnaires des Etats africains anciennement colonisés par la France, et même les deux tiers des fonctionnaires de Côte-d'Ivoire, pays où la colonie française est la plus importante. Les crédits militaires que demande la marine de guerre, c'est donc bel et bien pour pouvoir réprimer les révoltes des peuples des anciennes colonies françaises ou des DOM-TOM que les capitalistes et l'Etat français continuent de mettre en coupe réglée !

P.V.

LE CHANGEMENT DANS L'ARMEE : QUEL CHANGEMENT ?

S'il est un ministre socialiste qui fait l'unanimité, même parmi les représentants de la droite les plus virulents, c'est bien celui de la Défense, Hernu.

Mais si Hernu mène la politique qu'il mène, il n'est bien sûr pas seul en cause. C'est un choix fondamental du gouvernement que celui qui a consisté à en passer par les quatre volontés de l'état-major. Tout le montre depuis un an — les promesses d'avant le 10 mai non tenues comme les réformes réalisées en trompe-l'œil — c'est un choix fondamental des dirigeants socialistes que celui qui consiste à ne pas s'en prendre, si peu que ce soit, à l'armée, noyau de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et son ultime rempart pour faire face aux crises sociales quand son pouvoir est mis en cause. On a d'ailleurs pu le vérifier en mai 1968, quand De Gaulle est allé se réfugier sous l'aile de Massu.

Il n'a pas fallu longtemps pour que le nouveau gouvernement fasse acte d'allégeance aux membres de l'état-major.

Dès leur entrée en fonctions, Mitterrand et Mauroy ont multiplié les visites aux responsables de l'état-major. La décision de construire un septième sous-marin nucléaire a été annoncée. La suspension des essais nucléaires dans le Pacifique, annoncée au début de l'été, a été rapportée quelques semaines plus tard, devant la grogne des militaires.

Mitterrand a choisi pour chef d'état-major particulier le général Saunier, ancien chef des forces aériennes stratégiques sous Giscard. Le général Lacaze, giscardien notoire, a été maintenu comme chef d'état-major des trois armes, comme d'ailleurs tous les chefs militaires en place. *Le Monde* du 20 mai dernier commentait ainsi la chose : « *Remarquable continuité, tant pour le maintien en place des chefs militaires du haut commandement que dans le choix de ceux qui sont appelés à les remplacer normalement au terme de leur carrière* ».

Quant à la réduction du service militaire à six mois, qui figurait dans le programme socialiste d'avant les élections, il a suffi que le haut commandement s'y oppose, au nom de la nécessité de disposer d'une masse d'appelés suffisante pour pouvoir permettre à ses officiers de s'entraîner à les commander, pour qu'il soit rejeté aux calendes.

Certes, la suppression des tribunaux militaires (sauf pour ce qui concerne les troupes stationnées à l'étranger) a été décidée. La loi a été votée en avril dernier, mais elle ne sera appliquée que dans quelques mois. Les délits ou les crimes commis par les militaires en temps de paix seront donc désormais jugés par des tribunaux civils.

Mais certains crimes seront encore jugés par des cours d'assises spéciales, composées de magistrats civils mais sans jurés, quand le secret militaire est en cause. Et seul le Parquet pourra intenter des actions contre l'armée, les victimes et leur famille n'ayant que le droit de se constituer partie civile, afin d'obtenir des dédommagements.

Plus d'un an de « changement » n'a donc pas changé grand-chose dans l'armée. Mais, comme le dit un officier supérieur de l'état-major dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine : « *Nous n'allons pas nous plaindre que la mariée soit trop belle* ».

P.V.

Les petits cadeaux du 14 juillet... et le gros mensonge d'avant le 10 mai

Un décret gouvernemental daté du 12 juillet a supprimé les arrêts de rigueur, qui permettaient de coller un soldat « au trou » pour une période pouvant atteindre deux mois et ce, sans jugement, sur simple décision disciplinaire de la hiérarchie militaire.

Seuls subsistent les « arrêts simples », limités à quarante jours, au lieu de soixante auparavant. Avec la possibilité d'emprisonner les sanctionnés pour une période « *dont la durée ne peut excéder la moitié de la punition infligée* ».

Le nouveau règlement de discipline générale des armées prévoit aussi que les soldats pourront désormais présenter des réclamations relatives à leur « *situation personnelle* ». En revanche, les représentants des soldats aux « commissions consultatives » continueront d'être désignés par le chef d'unité. Hernu l'avait dit et répété : il n'y aura pas de comités de soldats élus à l'armée.

Telles sont, avec les dix jours de permission supplémentaires attribués aux appelés effectuant leur service en Allemagne ou sur des bâtiments de la marine (les autres n'ont toujours droit qu'à seize jours par an), les petits cadeaux faits aux appelés à l'occasion de ce 14 juillet.

Mais ce même 14 juillet, Mitterrand a, en réponse à un journaliste de la télévision, refusé de s'engager à réduire à 6 mois le service militaire... d'ici la fin du septennat. Il a indiqué que la réduction de la durée du service militaire devrait être très progressive, avec peut-être un abaissement à « onze mois ou moins ». La promesse des six mois ne sera donc pas tenue de sitôt. Si elle l'est jamais.

Le gouvernement et les jeunes :

Les bonnes intentions ne suffiront pas

Le gouvernement vient de prendre simultanément deux séries de mesures en faveur des jeunes. D'une part, il lance un programme de loisirs d'été pour les jeunes des cités ouvrières qui ne partent pas en vacances. D'autre part, il prévoit, à partir de septembre, la mise en place de stages de formation professionnelle pour les 16-18 ans qui ont quitté l'école sans qualification.

En effet, il y a urgence pour les jeunes. Surtout dans cette période de crise, où ce sont eux qui grossissent les bataillons des laissés-pour-compte. Et quand on a 16 ans, il est dur d'admettre que la société n'a pas de place pour vous. Dur d'accepter de n'avoir pas le sou, quand les magazines vous proposent des motos à 35 000 F et des montres à 10 000 F, quand certains se payent des restaurants avec des additions à quatre chiffres et des vacances aux Seychelles, alors qu'on doit passer tout l'été à l'ombre des murs de béton de son HLM.

Beaucoup réagissent en faisant des « casses », en plongeant dans la délinquance. Parfois, comme l'été dernier à Lyon, ils déclenchent des petites émeutes.

Alors, qu'on songe un peu à eux, c'est tant mieux, et ce n'est pas trop tôt. Le gouvernement s'affirme rempli de très bonnes intentions... nous verrons à l'usage. De toute façon, des vacances organisées, des stages de formation professionnelle, cela ne fera pas de mal. Mais est-ce que cela empêchera qu'il y ait deux millions de chômeurs, dont un sur quatre est un jeune ? Est-ce que cela empêchera que les plus pauvres le restent, tandis que les richesses continueront de s'étaler... hors de leur portée ?

Pour changer cela, il faudrait bien sûr s'en prendre aux causes de la crise, s'en prendre aux capitalistes. Mais telle n'est pas l'intention du gouvernement. Faute de quoi, il cherche des moyens d'occuper les jeunes, d'éviter qu'ils ne traînent et commettent des mauvais coups. En somme, de parer au plus pressé, sans être capable pour autant de leur offrir des perspectives.

Mais les jeunes, eux, ne seront pas dupes longtemps et, en dehors de la délinquance et du patronage, il leur restera la meilleure voie : celle de la révolte.

Hélène DURY

Lyon, été 1981 : les jeunes se vengent à leur manière d'une société qui leur ferme ses portes.

VACANCES ANTI-DÉLINQUANCE :

Prévenir n'est pas toujours guérir

Edwige Avice, ministre délégué pour la Jeunesse et les Sports, a présenté lundi 12 juillet le plan gouvernemental des mesures anti-délinquance. Activités d'été, bourses d'études, camps d'été, voyage en Algérie : voilà quelques-unes des mesures envisagées.

Elles ne concernent pas que les jeunes ayant déjà eu maille à partir avec la justice, mais également ceux, entre 12 et 14 ans, qui sont en situation de « pré-délinquance », jeunes des cités des grandes agglomérations urbaines qui ne partent pas en vacances, qui n'ont à leur disposition aucun loisir et s'en inventent de drôles, qui ne sont pas toujours du goût de l'entourage. On se souvient de l'émoi suscité l'an dernier par les rodéos de voitures volées dans les cités de la banlieue lyonnaise.

Ce qui est arrivé à Lyon l'an dernier pourrait se reproduire cette année, à Lyon comme à Marseille ou dans la banlieue parisienne, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Alors, l'idée du gouvernement est de créer des loisirs pour ces jeunes-là, pour qu'ils n'aient pas comme seule distraction de semer la terreur dans leur quartier pendant les congés d'été.

Dans un certain nombre de quartiers « difficiles » de Lyon et de Marseille, les jeunes pourront se rendre avec des moniteurs sur des stades, dans des haras, des terrains de jeux. Des activités comme le canoë, la planche à voile, le squash et même la moto (avec la gendarmerie nationale !) leur seront proposées. Des « Points d'accueil jeunes » seront mis en place, des bourses « Aventure, jeunesse, responsabilité » d'un montant de mille à dix mille francs seront attribuées. Et un village de l'Ardèche, dont on a beaucoup parlé à ce propos, va accueillir 340 de ces jeunes, selon une formule mise au point par Gilbert Trigano, qui a proposé ses services pour cette opération.

Pour les ministres, l'objectif est de « prendre en compte les besoins des adolescents » **afin de leur permettre une meilleure insertion dans la société. Et c'est là que l'on peut être sceptique sur les résultats, et même sur la volonté ministérielle de changer quelque chose au sort des jeunes banlieusards.**

C'est une chose en effet que d'étaler un dépliant généreux d'activités à faire pendant les vacances — et cela afin d'éviter une flambée de violence. C'en serait une tout autre que de changer ce qui est à l'origine de cette violence.

Quand le jeune des Minguettes rentrera (si il y part) du village de l'Ardèche ou de son stage de foot à Conflans, qu'est-ce qui aura changé dans sa cité ? La grisaille, le béton, le chômage, le racisme seront toujours là après les vacances.

Ces jeunes ne désirent pas seulement des places à tarif réduit pour les piscines. Ils ne supportent pas une société qui ne leur laisse aucune place pour leur avenir. Derrière les murs de leurs cités, ils voient les murs de la société qui les enferment et les condamnent.

Les repeindre ne suffit pas.

André CASTILLE

100 000 bouées de sauvetage... ou 100 000 chômeurs en sursis ?

Sur deux millions de chômeurs, plus d'un quart, soit 540 000, sont des jeunes âgés de 18 à 20 ans. 60 % d'entre eux ont quitté l'école sans qualification professionnelle, ce qui diminue d'autant leurs chances de trouver un emploi.

Pour tenter de diminuer le nombre de jeunes chercheurs d'emploi sans qualification, le ministre de la Formation professionnelle, Marcel Rigout, a présenté lundi 12 juillet un **« plan de sauvetage »** des jeunes de 16 à 18 ans qui sera progressivement mis en place à partir de septembre et qui doit concerner 100 000 jeunes.

Il s'agit, a-t-il déclaré, **« de donner à ces jeunes un métier d'avenir qui corresponde aux besoins d'emplois, et donc aux technologies nouvelles ».** Pour ce faire, les jeunes suivront une formation s'étendant sur une période variant de six mois à deux ans, avec une partie théorique, qui se déroulera dans les centres de formation déjà existants, et une partie pratique qui se déroulera en entreprise.

L'ensemble de l'opération coûtera 2,5 milliards de francs à l'Etat, qui prendra à sa charge les dépenses de formation et la rémunération des jeunes (500 F les six premiers mois, 700 F ensuite).

On peut remarquer au passage que cette formule rappelle les stages Barre, à ceci près que cette fois les entreprises ne débourseront pas un centime et que les jeunes toucheront bien moins d'argent, car ils seront alors considérés comme de simples apprentis, avec la rémunération particulière à ce statut. Et puis on peut se poser une question : les centres de formation concernés ne seront-ils pas ces fameux centres de formation d'apprentis, tant décriés — non sans raison — par la CGT et le PCF ? Les CFA sont en effet des centres d'apprentissage patronaux qui drainent, au détriment des établissements publics (LEP), la quasi-totalité de la taxe d'apprentissage que doivent verser les entreprises pour la formation professionnelle. Comme les CFA sont bien mieux équipés que les établissements de l'Education nationale, c'est nécessairement à eux qu'iront la plupart des fonds débloqués par l'Etat...

Ensuite, on ne sait pas au juste en quoi consistera la « qualification reconnue » qu'obtiendront ces jeunes, ni surtout de quelle utilité elle leur sera. Quand on sait que même les jeunes munis de diplômes dans les « technologies nouvelles » se retrouvent au chômage, ou au mieux trouvent des emplois non qualifiés, sans rapport avec leur formation, que peut-on espérer de mieux de l'opération de sauvetage présentée par Marcel Rigout ?

Quand il a présenté son plan, le ministre a ainsi résumé sa pensée : **« Il faudra vendre, pardonnez-moi le terme, nos jeunes de 16 à 18 ans aux entreprises ».** Le hic c'est que, malgré les efforts pour mieux présenter sa « marchandise », le ministre risque fort de ne pas trouver plus d'acheteurs. Le seul effet tangible de ce plan sera d'éliminer provisoirement ces jeunes des statistiques du chômage. Pour les garçons, ce sera aussi le moyen d'attendre un autre genre de stage payé par l'Etat : le service militaire. Mais au bout du compte, tous se retrouveront quand même... à l'ANPE !

André CASTILLE

LA GUERRE IRAN-IRAK

Qu'y gagneront les peuples ?

De toute évidence, le monde occidental s'inquiète du fait que l'Iran ait porté la guerre à l'intérieur du territoire irakien. Le Conseil de sécurité de l'ONU a immédiatement lancé un appel au cessez-le-feu entre les deux pays, appel que l'Iran a rejeté.

Les puissances occidentales s'étaient beaucoup moins émues quand, en septembre 1980, l'Irak avait envahi l'Iran dirigé par Khomeiny. Il ne s'agissait pas là d'une menace pour la paix : tout au plus d'une initiative regrettable... Il y a donc deux poids et deux mesures pour les journalistes « libres » de la « libre » presse occidentale, ce qui n'est d'ailleurs pas pour nous étonner.

Cette partialité reflète les craintes de dirigeants occidentaux que, malgré la supériorité militaire de l'Irak, ce soit l'Iran de Khomeiny qui l'emporte et que le régime irakien s'effondre, pour faire place à un régime encore plus nationaliste et surtout plus populaire.

Du côté iranien, cette guerre prend l'allure d'une guerre de religion. Khomeiny a baptisé son offensive : opération « Ramadan ». Les Iraniens sont des musulmans chiites. Or il y a en Irak une majorité de chiites, qui pourraient bien prendre fait et cause pour leurs coreligionnaires. C'est d'ailleurs ce que vise le régime de Khomeiny, qui a appelé la population irakienne à se soulever contre « Saddam l'infidèle ».

De plus, le régime irakien n'est pas forcément très stable. La dictature militaire irakienne se maintient depuis plusieurs années en usant de méthodes policières brutales. Plusieurs centaines d'opposants sont morts sous les tortures dans les geôles de Saddam Hussein. Et il n'est pas dit que l'armée iranienne ne sera pas bien accueillie par la population.

Mais, au-delà d'un possible effondrement du régime irakien, la crainte véritable des puissances occidentales concerne le sort des pays voisins. La plupart des Etats en place dans cette partie du monde, l'Arabie saoudite, les émirats pétroliers du golfe, sont des monarchies, des dictatures militaires, elles entièrement alliées de l'impérialisme et dont la fragilité est peut-être encore plus grande que celle du régime irakien.

L'Occident craint l'embrasement de tout le Moyen-Orient que risquerait de provoquer la contagion de la révolution iranienne à l'Irak. Car devant un tel embrasement, les grandes puissances impérialistes ne pourraient pas grand-chose, l'exemple de la révolution iranienne l'a montré.

Cela dit, même si les craintes des puissances impérialistes sont fondées, il n'est pas sûr que les peuples de cette région du monde aient vraiment quelque chose à gagner à cette guerre, telle qu'elle vient de se déclencher.

Il y a fort à penser que le régime de Khomeiny voit dans cette guerre un moyen de politique intérieure, qui lui servira à exciter à nouveau le sentiment national et religieux, afin de l'utiliser comme un ciment pour faire supporter au peuple iranien et sa misère et les aspects réactionnaires du régime.

En Irak, cette guerre incitera peut-être les masses populaires à se soulever contre la dictature. Mais le drapeau religieux du régime khomeiniste est celui de l'intégrisme chiite et cette guerre peut aussi avoir l'effet inverse, en divisant les masses populaires irakiennes entre chiites et sunnites. Dans ce cas, cette division aboutirait à renforcer le régime irakien et ceux des autres pays voisins en unissant autour d'eux les musulmans sunnites. Et alors cette guerre, au lieu d'unir le monde musulman contre l'Occident, le diviserait.

Au Moyen-Orient comme ailleurs, les nations et les religions sont, de nos jours, rarement des moyens d'unification. Ce sont bien plus souvent des ferments de division, qui dressent les peuples les uns contre les autres, avec comme seul résultat le maintien de l'oppression et de l'exploitation. Car si les régimes qui surgissent dans le cadre de pareils conflits, nationalistes et religieux, peuvent parfois changer superficiellement de visage, ils ne peuvent nullement mettre fin à l'exploitation que les pays riches font subir aux pays pauvres.

Au Moyen-Orient, comme ailleurs, le seul ferment unificateur, à long terme, qui pourrait libérer définitivement les peuples, c'est la conscience de classe, la conscience des pauvres d'appartenir à la classe des exploités, par-delà les races, les nations et les religions. Le grand problème de notre époque, c'est la division du monde entre riches et pauvres, entre exploiteurs et exploités. C'est cette division qui est génératrice de misère, de famines, de sous-développement et de guerres. Et si la notion de lutte des classes est dépassée — selon certains — parce que vieille de plus d'un siècle et demi, que dire alors des guerres nationalistes et des guerres de religion ?

LA GUERRE AU LIBAN

Pas de victoire facile pour Israël

L'armée israélienne encercle toujours Beyrouth-Ouest. A ce jour, aucune solution diplomatique n'est encore en vue, mais les dirigeants israéliens hésitent toujours à donner l'ordre à leur armée de prendre d'assaut le quartier ouest.

Ils continuent de maintenir leur blocus, privant la population d'approvisionnement en nourriture et même en eau, la privant de secours et de médicaments, et de continuer leurs destructions en pilonnant périodiquement le quartier sous les bombes et les tirs d'artillerie. Mais ils n'ont toujours pas osé donner l'assaut et ils accordent depuis un mois délai sur délai à Philip Habib, l'émissaire américain, pour faire aboutir les négociations.

En fait, les dirigeants israéliens avaient fait le pari que le gouvernement américain leur laisserait les mains libres pour se débarrasser des Palestiniens à leur façon. Et si les dirigeants israéliens n'ont pas perdu leur pari, ils ne l'ont pas tout à fait gagné non plus. Plus le temps passe, plus il semble que les dirigeants américains eux-mêmes souhaitent aboutir à un compromis. Le nouveau secrétaire d'Etat américain, Schultz, a même déclaré devant le Sénat : **« Il est urgent que les besoins et les problèmes légitimes du peuple palestinien soient abordés et résolus. (...) Nous espérons parvenir à un règlement qui satisfera les ambitions politiques des Palestiniens ».** Schultz a même dit clairement son opposition à un assaut israélien sur Beyrouth-Ouest, menaçant de reconsidérer la politique de livraison d'armes à Israël si celui-ci passait outre. Bref, les dirigeants israéliens ne se sentent plus épaulés comme au début de la guerre.

Ce n'est pas que la politique criminelle et le terrorisme à grande échelle qu'utilisent les dirigeants israéliens émeuvent les dirigeants américains. C'est le fait que, vis-à-vis de l'opinion mondiale, les USA ne peuvent plus prétendre être mis devant le fait accompli. Et ce qui a arrêté l'armée d'Israël devant Beyrouth c'est la résistance acharnée dont font preuve les Palestiniens.

Le week-end dernier encore, la riposte des Palestiniens au pilonnage israélien a été d'une telle vigueur que les troupes israéliennes ont été repoussées, paraît-il, en deux endroits. En tout cas, les combattants palestiniens ont montré au monde entier que, dans cette ville détruite que certains disaient déjà aux abois, il y a une volonté farouche de se battre jusqu'au bout, C'était montrer qu'ils pouvaient mener la vie très dure à l'armée israélienne et que celle-ci ne pourrait pas s'emparer de la ville sans des combats acharnés durant des jours et des nuits.

Alors, les Israéliens vont-ils tout de même se lancer à l'assaut, comme ils hésitent à le faire depuis un mois ? Le temps qui passe est à la mesure des hésitations des dirigeants israéliens. Et, plus le temps passe, et plus le prix que devra payer le peuple israélien pour la bataille de Beyrouth semblera lourd.

Les dirigeants israéliens ont fait d'Israël un peuple guerrier, en guerre perpétuelle avec ses voisins et dépendant pour sa survie d'un allié puissant mais intéressé, intéressé à avoir un gendarme sur le pied de guerre au Moyen-Orient, intéressé à diviser les peuples pour mieux régner, mais qui se moque bien des intérêts véritables des populations aussi bien palestinienne qu'israélienne.

C'est un choix qu'il est encore temps pour la population d'Israël de refuser. Mais tout juste.

Dominique CHABLIS

Ce bâtiment abritait les bureaux de Abu Iyad, un des dirigeants du Fatah. Un soldat palestinien guide une vieille femme à travers les ruines.

L'Algérie vingt ans ap

Il y a vingt ans, le 5 juillet 1962, l'Algérie devenait indépendante, indépendance arrachée de haute lutte à l'impérialisme français.

L'Algérie s'est lancée, depuis l'indépendance et surtout depuis 1970, dans une politique d'industrialisation. La bourgeoisie nationale au pouvoir espérait ainsi acquérir un développement permettant de sortir de la dépendance économique totale léguée par le colonialisme français. Mais l'impérialisme ne lui a accordé son aide que pour construire une industrie, de pointe essentiellement, dans les hydrocarbures exportés vers les pays riches, et acquérir quelques usines livrées clefs en mains et étroitement dépendantes des techniques et des contrats passés avec lui.

L'Etat algérien, en nationalisant ses richesses, a certes réussi à remplir ses caisses grâce au pétrole et au gaz. Mais ce fut pour toujours plus investir dans ces secteurs, au détriment notamment de l'agriculture. Et pour les produits de consommation courante, le pays doit importer plus des pays riches, des produits toujours plus chers à cause de l'inflation mondiale.

L'Etat s'est aussi considérablement endetté vis-à-vis du capitalisme mondial et les travailleurs algériens s'échinent pour rembourser la dette.

Aujourd'hui, l'Algérie est toujours un pays sous-développé, certes deux fois plus riche que le Maroc, grâce au pétrole, mais aussi pauvre que la Turquie.

Il y aurait certainement eu des possibilités, malgré l'héritage de misère laissé par le colonialisme, de développer une économie, peut-être plus modeste sur le plan des grandes réalisations, mais répondant mieux aux besoins immédiats de la population.

Mais il n'était pas pour autant possible de faire un miracle économique et de transformer un pays pauvre, ruiné par sept ans de guerre, en un pays doté d'une puissante industrie.

C'est le pari qu'ont voulu faire les dirigeants algériens. Ils n'ont réussi qu'à enrichir une bourgeoisie nationale, mais en pressurant ouvriers et paysans, qui ne voient pas leur niveau de vie s'améliorer.

Un pays saigné par le colonialisme

Avant l'indépendance, les colons détenaient entre leurs mains, l'économie des prétendus « départements français d'Algérie ». Cette économie ne s'était quelque peu développée que pour assurer le ravitaillement de la France en produits agricoles et en matières premières et lui assurer l'écoulement de ses produits manufacturés, ainsi que pour satisfaire les besoins des colons eux mêmes.

Les infrastructures (routes, voies ferrées, réseau électrique et ports) étaient essentiellement conçues pour permettre l'exploitation du fer, du zinc, des phosphates, du charbon, du cuivre, celle des grands domaines agricoles des colons et, par-dessus tout, à partir des années 1950, celle du gaz et du pétrole du Sahara.

En dehors de ces secteurs, l'industrie était très peu développée. Les quelques industries de transformation alimentaient surtout le marché constitué par les colons... et l'armée française. Le départ de ces derniers fit disparaître ce marché et la plupart de ces entreprises.

La guerre avait de plus complètement désorganisé la production. Des centaines de milliers de paysans avaient été regroupés dans des camps par l'armée française et réduits à la misère, « clochardisés ». Les combats et surtout la répression avaient fait un million de morts et de très nombreux invalides.

Pour parachever cette œuvre, dès 1961, les colons commencèrent à fermer usines et exploitations. L'OAS tenta d'appliquer la politique de la « terre brûlée » : incendies de bâtiments administratifs, dynamitages de centraux téléphoniques et de transformateurs.

C'est donc d'un pays très peu industrialisé et ravagé par la guerre que les dirigeants du FLN prirent la direction le 5 juillet 1962.

Quel avenir pour les jeunes, en dehors du chômage et de la misère ?

L'agriculture n'est pas sortie du sous-développement

L'agriculture a été le parent pauvre de l'effort de développement économique. La part des investissements qui lui ont été réservés n'a cessé de baisser : 26 % (pour l'agriculture, la pêche et l'équipement hydraulique) en 1967-1969, 15 % en 1970-1973, 11 % en 1974-1977, 11,7 % (dont 5,7 % pour l'équipement hydraulique) dans le plan 1980-1984. Et encore seule une faible partie des dépenses prévues ont été réellement effectuées.

Or, dès le départ, l'Algérie indépendante s'est trouvée confrontée à de graves problèmes d'approvisionnement alimentaire. La guerre avait laissé l'agriculture en ruine : des zones entières ont été abandonnées quand la population algérienne a été parquée dans les camps de regroupement. Les colons ralentirent leurs investissements et des milliers d'hectares furent ravagés par les bombardements, les minages et les incendies.

Malgré la réorganisation, en plusieurs étapes, de l'agriculture, la production agricole n'a augmenté que très lentement : 1 % par an de 1967 à 1973, 2 % de 1974 à 1977. Elle est bien loin de faire face aux besoins d'une population qui a plus que doublé en vingt ans. Si bien que l'Algérie a dû importer de plus en plus de denrées alimentaires pour permettre à la population algérienne de se nourrir un peu mieux que pendant la période coloniale. Ainsi pour les céréales, les importations dépassent aujourd'hui la production. Il en est de même pour les légumes secs, les œufs. L'Algérie importe aussi des huiles, des produits laitiers, le sucre. Et la plupart des Algériens ne consomment guère de viande en dehors des fêtes.

En fait, le régime algérien n'est pas parvenu à transformer profondément l'agriculture. Celle-ci reste une agriculture extensive avec des rendements faibles, incapable de faire vivre ceux qui travaillent la terre et qui continuent à fuir unanimement les campagnes.

Les différentes réformes agraires n'ont finalement changé que peu de choses au sort de la paysannerie.

Le secteur autogéré, créé sur les grands domaines abandonnés par les colons, représente 35 % des surfaces cultivées et 15 % de la population rurale. Mais on ne peut parler d'une véritable association de la population à la direction de ce secteur. C'est un directeur nommé par l'autorité de tutelle, agent de l'Etat au sein de l'exploitation, qui détient de fait les pouvoirs de décision.

Les travailleurs sont rémunérés par une avance sur revenu consentie par l'Etat, à laquelle peut s'ajouter une prime lorsque le revenu net des domaines est positif. Mais jusqu'en 1976, pratiquement tous les domaines ont été déficitaires. Les travailleurs n'ont eu que leur avance, nettement inférieure au salaire minimum garanti à l'usine.

Aussi les travailleurs dits « producteurs gestionnaires » se considèrent-ils comme des salariés de l'Etat, qui se sentent peu concernés par les résultats de leurs « domaines ». Les travailleurs de ce secteur sont âgés souvent de plus de 45 ans. Il y a désaffection des travailleurs les plus jeunes et les plus qualifiés.

Les efforts de mécanisation se soldent par de gigantesques gaspillages. Une grande partie des machines sont immobilisées faute de pièces de rechange. Les cultures intensives permanentes, la culture des agrumes, régressent. Les friches et la jachère s'étendent.

La situation n'est guère plus brillante dans le secteur touché par la réforme agraire de 1971. Celle-ci a consisté à récupérer un million d'hectares de terres communales et religieuses et quelques centaines de milliers d'autres en limitant les grands domaines et en nationalisant ceux des propriétaires absents. En principe, plus de 500 000 hectares devaient être récupérés ainsi qu'un peu plus de 700 000 dattiers. Mais il y eut beaucoup de recours de propriétaires s'estimant spoliés, qui obtinrent gain de cause.

Au 31 décembre 1978, les surfaces nationalisées représentaient environ 1/6e des surfaces cultivables. Environ 28 000 propriétaires ont été touchés par la réforme agraire (22 000 absentéistes et 6 000 grands propriétaires). La réforme agraire n'est toujours pas terminée, mais une part non négligeable des propriétaires n'ont pas été touchés, grâce aux subterfuges et à la protection des notables. Environ 110 000 paysans ont été installés sur les terres récupérées. Mais il y a aujourd'hui 1 500 000 paysans sans terre en Algérie.

Avec de faibles et très faibles revenus, sans possibilité d'initiative, les petits paysans des secteurs autogéré et nationalisé ne sont en fait que des salariés de l'Etat, aux moyens de vie très limités.

Aussi l'exode rural est-il devenu un des principaux problèmes de l'Algérie contemporaine, car la réforme agraire n'a pas freiné la fuite des travailleurs ruraux vers les villes. C'est ainsi que, dans certaines communes, des centaines d'hectares sont en friche à cause des désistements de paysans. Et cela à un tel point qu'une circulaire du ministère de l'Intérieur du 4/12/76 prévoit le refus de donner du travail à un ouvrier agricole hors de son unité agricole et précise que **« le travailleur lui-même devra être immédiatement licencié et ramené, manu militari s'il le faut, sur sa terre ».**

En fait, la réforme agraire a surtout profité à une couche de paysans moyens du secteur privé et à une petite bourgeoisie rurale, liée à l'Etat, qui assure des fonctions d'encadrement dans tous les organismes et appareils qui couvrent le pays. C'est dans cette couche sociale que beaucoup de notables ruraux se sont reconvertis, tout en continuant à exercer leur pouvoir sur la paysannerie.

rès l'indépendance

La politique industrialiste de l'Etat algérien

Comme le prévoyaient les accords d'Evian avec l'impérialisme français, l'essentiel de l'économie d'Algérie restait aux mains des capitalistes français, principalement dans l'exploitation des mines et des hydrocarbures.

Et c'est surtout dans ces secteurs que les crédits et les « aides » françaises vont être accordés. Le pétrole continua ainsi à rapporter 4 millions par jour aux sociétés françaises qui n'en laissaient qu'un million à l'Etat algérien. Les autres sociétés qui restaient, comme Berliet, Philips, Renault, continuaient à écouler leur production, mais en dehors du pays. Mais la plupart des petites sociétés disparurent, les capitalistes français étant partis avec les colons... De 1960 à 1963, la production a chuté d'un tiers et il faudra attendre 1965 pour qu'il y ait un début de redressement.

Aussi, au lendemain du départ des Européens, fallait-il parer au plus pressé. Les Algériens firent aussitôt tourner à nouveau les postes, circuler les trains et les bus, fonctionner les centrales électriques, réouvrir les banques et les guichets des mairies. Dès la rentrée 1962, 50 % (au lieu de 15 % auparavant) des jeunes furent scolarisés, malgré les conditions précaires.

Dans nombre de petites entreprises, les travailleurs firent redémarrer la production. C'est ce qu'on appela « l'autogestion ». Mais elle ne concerna que 10 000 travailleurs environ, l'essentiel de la production restant entre les mains des sociétés françaises.

L'Etat algérien s'organisa peu à peu. Il mit en place des organismes de gestion économique qui allaient par la suite prendre en main l'ensemble de l'économie : en l'absence d'une bourgeoisie algérienne assez riche pour le faire, c'est à l'Etat qu'incomba la tâche d'assurer le fonctionnement de l'économie. C'est lui qui assura la répartition des crédits et la gestion des usines.

... TENTER DE DÉVELOPPER UNE GRANDE INDUSTRIE NATIONALE

Les dirigeants algériens cherchèrent, dès qu'ils le purent, à acquérir un peu plus d'indépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. Ce furent les premières nationalisations, celles des sociétés minières en 1966 et celles de 67 sociétés françaises, en particulier dans la distribution du gaz et des produits pétroliers, en mai 1968. Enfin, en avril 1971, toutes les ressources et installations pétrolières furent nationalisées.

De 1967 à 1977, trois plans furent mis en chantier, donnant la priorité absolue à l'industrialisation. Plusieurs centaines de chantiers s'ouvrirent avec les capitaux d'Etat, mais surtout les prêts et les techniques françaises, américaines, canadiennes, allemandes, italiennes, japonaises.

Et l'Algérie fit construire des raffineries de pétrole à Skikda, des usines de liquéfaction du gaz ultra-modernes à Arzew, de sidérurgie à El Hadjar, de camions à Rouiba, de machines agricoles à Constantine et Bel-Abbès, de textile à Tlemcen et Tizi-Ousou. En dix ans, un secteur industriel puissant fut ainsi constitué sous l'impulsion de Boumedienne et de son ministre de l'Industrie Abdessalam, avec dix-sept sociétés nationales employant 350 000 travailleurs. La plus importantes, la Sonatrach, qui gère toutes les activités liées au gaz et au pétrole, emploie 100 000 personnes.

Le nouveau plan quinquennal 1980-84 continue dans la même voie : 40 % des dépenses de l'Etat vont aller à l'industrie, dont près de la moitié aux hydrocarbures. L'agriculture continue à être le parent pauvre, avec 6 % des crédits.

Le but poursuivi par les dirigeants algériens, développer un capitalisme national puissant et indépendant, est-il atteint ?

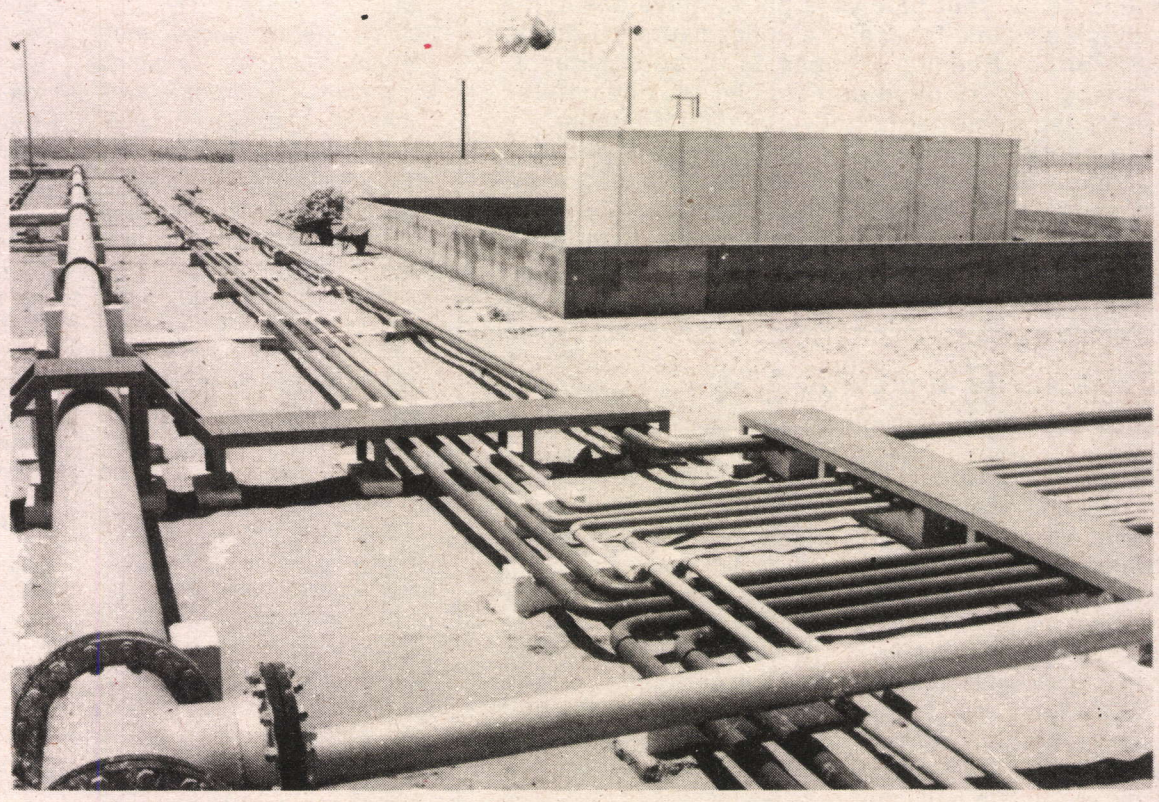
... MAIS TOTALEMENT DÉPENDANTE DU MARCHÉ IMPÉRIALISTE

Malgré cette industrialisation, l'Algérie reste un pays pauvre et qui, comme la plupart des pays du Tiers Monde, a une économie qui repose sur l'exportation de quelques matières premières vers les pays riches et l'importation de techniques, produits manufacturés, produits de première nécessité, en particulier alimentaires, en provenance de ces mêmes pays riches.

Pour retenir une part plus grande de plus-value tirée de l'exploitation du pétrole et du gaz, l'Algérie a certes construit ses raffineries, ses usines de liquéfaction. Pour éviter d'avoir à importer sans cesse des machines, elle a mis sur pied quelques usines métallurgiques. Mais elle devient du coup extrêmement dépendante des techniques importées, des pièces de rechange, des contrats passés avec les multinationales qui veulent y trouver leur compte, et aussi des énormes crédits qu'elle a dû emprunter sur les marchés internationaux.

Cette industrie lourde est une gigantesque charge financière qui, contrairement aux espoirs affichés par les dirigeants, n'a pas permis d'impulser une industrie vaste et diversifiée de produits manufacturés. Les produits d'usage courant sont, pour la plupart, toujours importés.

L'hebdomadaire du FLN lui-même notait il y a deux ans que les grandes puissances avaient réussi « à encadrer les secteurs stratégiques de l'économie nationale à travers les prêts, les études, la réalisation, la fourniture d'équipements, l'assistance technique, le marché d'exportation ».



Les installations pétrolières ont été nationalisées, comme l'ensemble des sociétés françaises liées à la distribution du gaz et des produits pétroliers... mais l'Algérie est toujours dépendante des puissances impérialistes.

Quelques riches et beaucoup de pauvres

Sur les 20 millions d'habitants que compte aujourd'hui l'Algérie, il y aurait aujourd'hui environ 2 millions de chômeurs, chiffre imprécis cependant, compte tenu des centaines de milliers de travailleurs qui ont émigré pour trouver du travail.

C'est que les grandes industries d'Etat n'emploient qu'environ 400 000 travailleurs, dans des industries qui créent relativement peu d'emplois en regard des capitaux investis.

De plus, chaque année, 180 000 jeunes arrivent sur le marché du travail et ont bien du mal à en trouver.

D'autre part, la priorité absolue donnée à l'industrie lourde au détriment, entre autres, de l'agriculture, a entraîné un exode rural massif, aggravé par l'augmentation importante de la population. Dans les grandes villes comme Alger, Oran, Constantine, dans les pôles industriels de Skikda, Annaba, Tlemcen, Sidi-Bel-Abbes, les bidonvilles prolifèrent. Le nombre de logements y a augmenté depuis 1966 de 20 %, la population de 40 %. L'Etat prévoit de construire 400 000 logements d'ici 1984, là où il en faudrait un million. Dans les villes il y a en moyenne trois personnes par pièce. Et l'eau courante y est de plus en plus souvent coupée par intermittence, l'équipement hydraulique ayant pris du retard.

Les travailleurs ont aussi payé cette industrialisation dans leurs salaires : même au début, de 1963 à 1968, où l'augmentation des prix n'a été que de 15 %, le SMIC, lui, n'a pas bougé. Mais avec la crise économique mondiale les sacrifices demandés aux travailleurs sont toujours plus lourds. Les prix des produits d'usage courant (pour beaucoup importés) augmentent, ne serait-ce qu'à cause de l'inflation mondiale. Chadli déclarait lui-même, lors du 1er mai 1981 : **« C'est vrai, il y a un problème. Les prix sur le marché flambent. Mais il n'y a qu'une seule réponse à cela : il faut que les travailleurs produisent plus, augmentent la production et la productivité ».**

En Algérie, comme ici, les dirigeants ne savent que prêcher l'austérité.

Mais tous les Algériens ne sont pas logés à la même enseigne. A l'ombre de l'Etat, s'est développée une classe possédante de hauts et moins hauts fonctionnaires, qui touchent parfois dix fois le salaire ouvrier et qui bénéficient en outre de primes, enveloppes, avantages en nature : villas, notes de frais, voiture. C'est ce qui explique que, lors des récentes émeutes en Kabylie ou à Oran, les jeunes s'en sont pris particulièrement aux véhicules Honda des représentants du pouvoir. Une bourgeoisie et une petite bourgeoisie se sont enrichies et elles profitent de cette pseudo-industrialisation qu'elles gèrent. Mais ce sont toujours, malgré l'indépendance politique durement acquise, les firmes des Etats impérialistes qui dictent, au bout du compte, leur loi et récupèrent le gros des profits.

Epreuve de force contre les cheminots en grève

Cela fait maintenant plus d'une semaine que les chemins de fer sont paralysés par la grève des conducteurs de trains, lancée le 4 juillet par le syndicat ASLEF. British Rail (les chemins de fer britanniques) a annoncé son intention de licencier les cheminots grévistes, soutenu par le gouvernement Thatcher. A l'heure où nous écrivons, les licenciements ont été suspendus in extremis **par l'ouverture de négociations entre la direction et les représentants syndicaux. Mais rien ne dit que, malgré la dureté du mouvement, les cheminots sortent vainqueurs de ce conflit.**

Les raisons de la grève

British Rail a décidé d'imposer un nouvel horaire flexible aux cheminots, variant de sept à neuf heures par jour. C'est là une remise en cause de la journée de huit heures, que les cheminots avaient obtenue en 1919 et qui depuis lors n'avait jamais été contestée. Le nouvel horaire imposé par British Rail doit surtout supprimer des emplois et être un avant-goût d'horaires beaucoup plus « flexibles ». Les cheminots craignent qu'on ne leur impose par la suite de travailler par exemple un jour trois heures, un autre treize heures. C'est pourquoi ils ont décidé de faire grève dès l'annonce de ces nouvelles mesures.

Rivalités syndicales et riposte éparpillée

Lorsque, le 28 juin dernier, le syndicat majoritaire chez les cheminots, NUR, avait lancé un ordre de grève illimitée pour protester contre le blocage des salaires, les dirigeants de l'ASLEF (qui regroupe 24 000 des 27 000 conducteurs de train) s'étaient prononcés contre le mouvement, demandant à leurs adhérents de franchir les piquets de grève du NUR. Le lendemain, la direction du NUR annule son mot d'ordre de grève, alors que les premières 24 heures avaient été un succès. Pendant ce temps, l'ASLEF appelle à une grève illimitée pour le 4 juillet, sur la défense de la journée de huit heures. Pourquoi ce brusque appel à un mouvement dur, alors que depuis le début de l'année l'ASLEF n'a cessé de jouer tantôt la carte de la grève, tantôt celle de la négociation, allant même jusqu'à se soumettre aux décisions de la commission d'arbitrage (qui avait bien entendu opté pour les nouveaux horaires) ? Les luttes d'influence qui opposent le NUR et l'ASLEF ne sont évidemment pas étrangères à ces ordres et contrordres successifs de la part des états-majors syndicaux.

Les travailleurs face à l'épreuve de force

Quels que soient les calculs des dirigeants syndicaux, le succès de la grève prouve la colère des travailleurs du rail. Depuis dix jours, le réseau ferré est paralysé et les conducteurs en grève ont reçu au moins le soutien moral des autres cheminots du NUR, ainsi que celui des mineurs, des travailleurs des hôpitaux, qui envisagent prochainement des actions de grève contre l'austérité.

Devant l'ampleur du mouvement, le Parti Travailliste, par la bouche de son dirigeant Michael Foot, a même pris ouvertement fait et cause pour les grévistes... au bout d'une semaine de grève.

Pourtant, malgré le soutien semble-t-il grandissant que reçoivent les grévistes, à mesure que le mouvement se développe et que le gouvernement et British Rail durcissent leurs positions, les cheminots sont dans une situation difficile. Il y a bien sûr toute une partie de l'opinion publique qui est hostile à la grève. Depuis le début de l'année, les grèves de chemin de fer n'ont cessé de se succéder,et celle-ci provoque de véritables paralysies. Ainsi, à Londres, les habitants qui n'ont habituellement que le train comme moyen de transport pour se rendre au cœur de la capitale doivent soit compter sur un bus très hypothétique, soit prendre leur voiture et perdre des heures chaque jour dans les embouteillages. La radio fait appel à la solidarité et à l'initiative des gens pour qu'ils ne circulent qu'à voitures pleines !

Un réseau à moderniser

Surtout, derrière l'intransigeance de British Rail et du gouvernement, il n'y a pas seulement la volonté de Margaret Thatcher de faire payer les travailleurs. Il y a aussi un projet de refonte et de modernisation du réseau ferré britannique. Le premier réseau ferré d'Europe, né de la révolution industrielle, est devenu aujourd'hui l'un des plus vétustes. Sur des milliers de kilomètres, la signalisation date de la reine Victoria et du début du XX^{e} siècle. Les lignes sont tellement vétustes que les trains qui pourraient rouler à 160 km/h sont obligés de se limiter à 50, voire moins. Toute une partie du réseau n'est pas encore électrifiée.

C'est que depuis la nationalisation, en 1948, pas un centime (ou presque) n'a été consacré à la modernisation du réseau. L'an dernier, British Rail a rendu public son plan de modernisation qui comprend l'électrification, la fin des fermetures de lignes et, à l'intention des cheminots, des milliers de suppressions d'emplois et une révision de la productivité.

Lorsque British Rail explique aujourd'hui que la grève des conducteurs lui fait perdre des milliards, et qu'en conséquence elle hésite entre licencier tous les grévistes (seuls seraient repris ceux qui acceptent les conditions de la direction) et mettre au chômage technique ses 225 000 employés, on peut estimer qu'elle s'empare de l'opportunité de la grève pour opérer à chaud. La fermeture du réseau ferré, également annoncée dans les projets de British Rail si la grève se prolonge, s'inscrit dans la même perspective. Quand on sait que seulement 10 % du trafic marchandises est acheminé par voie ferrée, ce seraient finalement les seuls usagers qui souffriraient de cette fermeture. Pendant ce temps, British Rail pourrait commencer à réaliser son plan de modernisation.

Ni la direction des chemins de fer ni le gouvernement n'ont donc de raisons de devoir céder à la pression des grévistes. Thatcher pourrait bien faire aux conducteurs de trains le même tour que Reagan a joué aux contrôleurs aériens l'an passé. La seul chose qui pourrait s'opposer à ce que les grévistes doivent céder serait la menace de troubles sociaux plus graves encore, la certitude pour Thatcher que son intransigeance envers les cheminots coûtera plus cher au gouvernement et au patronat que la satisfaction des revendications des grévistes.

Hélène DURY

Infirmières et mineurs lors d'une récente manifestation contre les bas salaires. C'est la détermination de ceux-là, comme de l'ensemble des travailleurs, qui pourra faire reculer le gouvernement.

Le moulin de Buckingham

La vie de château n'est plus ce qu'elle était, en Angleterre. Est-ce un effet pernicieux de la crise économique ? Toujours est-il qu'un des trois millions de chômeurs que compte le royaume a réussi à s'introduire dans la chambre de la reine, à Buckingham, et à lui faire un brin de causette.

Les grands personnages du protocole britannique se sont extasiés que la reine ne se soit pas évanouie en s'entendant demander une cigarette, mais réclament la démission du ministre de l'Intérieur, qui a dû s'expliquer devant la Chambre des communes. Ce serait paraît-il la cinquième fois en un an qu'un intrus réussit à pénétrer dans l'enceinte du palais. Si Scotland Yard ne réussit pas à découvrir le souterrain secret, la reine n'aura plus qu'à déménager ou à embaucher des chômeurs, qui ont l'air plus malins que les limiers de la garde.

De nouveaux risques dans le métier

Le bon côté du manche à balai

Il n'y a pas de surprise à attendre des élections présidentielles en Inde : le poste est très largement honorifique et le favori Zail Singh est le candidat d'Indira Gandhi, à laquelle il est tout dévoué. **« Si elle m'avait demandé de prendre un balai et de devenir balayeur, je l'aurais fait,** a-t-il déclaré. **Mais voilà, elle m'a choisi comme président ».**

Il y en a qui n'ont vraiment pas de chance !

Jean en or

Une firme basée à Singapour vient de mettre sur le marché le « jean en or ».

Il s'agit d'un blue-jean avec une étiquette de 32 grammes en or pur. Le prix de ce pantalon, qui monte et qui descend avec les cotations de la Bourse : 6 000 F !

Mais attention : les porteurs de jeans en or courent plus que d'autres le risque de « se faire tailler un short ».

NON AU BLOCAGE DES SALAIRES !

Le blocage des salaires a été mis en place par le gouvernement, sans que les dirigeants des centrales ouvrières éprouvent le besoin d'appeler les travailleurs à protester contre cette attaque intolérable autant qu'injuste contre leur niveau de vie.

Du coup, le gouvernement fait mine d'avoir l'adhésion de tous pour sa politique d'austérité. C'est ce qu'a encore fait Mitterrand le 14 juillet, devant les caméras de télévision, en faisant appel à « la confiance et l'adhésion populaires et surtout des forces du travail », **au moment même où sa politique attaque de front les intérêts de la classe ouvrière. Et jusqu'à présent, il n'y a rien qui puisse le démentir aux yeux de tout le pays. Parce que ceux qui jusque là ont manifesté publiquement leur désaccord avec la politique du gouvernement, ce sont les patrons — petits et grands — et les paysans qui manifestent un peu partout leur hostilité.**

Les organisations ouvrières, elles, sont liées au gouvernement et n'appellent même pas les travailleurs à de simples gestes de protestation, débrayages ou manifestations, voire de simples prises de parole, qui auraient été élémentaires.

Alors, pour que la classe ouvrière se fasse elle aussi entendre, pour qu'on sache bien qu'elle n'est pas d'accord avec la politique gouvernementale, il serait bon que les militants syndicaux, ceux du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des organisations révolutionnaires, prennent partout l'initiative d'appeler ne serait-ce qu'à des débrayages de protestation, comme cela s'est fait déjà dans un certain nombre d'entreprises (nous relatons ci-contre deux d'entre eux).

Si, dans de nombreuses entreprises de ce pays, les travailleurs protestent et le font savoir, ni le gouvernement ni personne d'autre ne pourra plus faire mine d'ignorer l'indignation des travailleurs devant une politique qui s'en prend de plus en plus aux travailleurs.

• Au Tri-PTT Montparnasse Paris

Lundi 12 juillet, 15 % des postiers des brigades de jour travaillant en salle ont fait grève contre le blocage des salaires.

Marquer le coup contre ce blocage décidé par le gouvernement, l'idée était dans l'air depuis plus d'une semaine. Aussi lorsque, vendredi 9, lors d'une assemblée de discussion réunissant 200 postiers des brigades B, 12/20, 17/24 et un service du Transbordement, la proposition a été émise par des militants syndicaux de faire grève le lundi d'après, l'idée a été bien accueillie.

Certains responsables CFDT et CGT, hostiles à ce mouvement, se sont dans leurs services prononcés contre la grève, disant qu'elle allait entraîner des sanctions ou qu'il fallait attendre septembre. Et ils ont réussi à dissuader certains camarades hésitants de suivre le mot d'ordre lancé.

Mais lundi, la grève s'est bien vue dans les salles des trois brigades qui avaient participé à l'assemblée générale. Environ 20 % de l'effectif de ces brigades était en grève. Durant la journée, plusieurs militants de la CGT, dont certains membres du Parti Communiste, qui n'avaient pas fait grève, sont venus dire à des grévistes : **« Tu as eu raison, tu as eu du courage », « Ce n'est pas si mal que ça ».**

Les grévistes, eux, étaient bien convaincus d'avoir eu raison d'agir par eux-mêmes, puisque les directions syndicales ne voulaient rien proposer, et de ne pas avoir accepté sans réagir un mauvais coup qu'ils ne sont pas les seuls à ne pas digérer.

Correspondant LO

• Aux Chantiers Navals de La Ciotat

« 2,5 % d'augmentation des salaires prévue en août : supprimée. Augmentations individuelles : supprimées. Promotions prévues depuis le début de l'année : supprimées. »

C'est pour leur annoncer ces mesures que la direction des CNL avait convoqué les syndicats.

Bien entendu, la direction a lourdement appuyé sur le fait qu'elle ne faisait qu'obéir et mettre en application les mesures gouvernementales.

En réponse à cela, tous les syndicats ont appelé à un débrayage vendredi 2 juillet, de 11 heures à midi.

Le débrayage a été suivi par plus de la moitié des travailleurs, ce qui est beaucoup car nombre d'entre eux se sentaient surtout trompés et dégoûtés.

En débrayant, les travailleurs ont saisi l'occasion de marquer le coup.

Correspondant LO

USINOR-DUNKERQUE

Echec à un licenciement

Samedi 10 juillet, le Conseil municipal de Lille a été vivement perturbé par une intervention de militants du Syndicat de Lutte des Travailleurs d'Usinor Dunkerque (syndicat formé à l'initiative de révolutionnaires — exclus de la CFDT — et non reconnu), venus protester contre le licenciement du secrétaire de leur syndicat, Franz Flatischler.

L'affaire a commencé le 4 juin, avec la mort de deux ouvriers brûlés par l'acier en fusion, quatre autres étant blessés.

La responsabilité de la direction ne fait aucun doute. Pour exécuter des modifications, dans le but d'améliorer la qualité de l'acier, elle avait supprimé une partie des planchers qui protègent les ouvriers coulers des projections d'acier.

Le SLT dénonçait depuis longtemps le danger de cette modification — il y avait même déjà eu des blessés — et il porta plainte nommément contre la direction.

Le 22 juin la direction engageait une procédure de licenciement, sous le prétexte de refus de travail et d'obstruction du travail de deux ouvriers. Dans la réalité, il s'agissait d'un mouvement de gréve dans son équipe !

Non contente d'avoir causé la mort de deux ouvriers, la direction utilise de mauvais prétextes pour tenter de licencier ceux qui protestent !

La direction trouva un allié dans la CFDT, qui osa écrire que la direction n'était pas responsable et que les conditions de sécurité étaient remplies. De plus, pour elle, **« il est inexact que le licenciement soit lié à l'accident »** et **« il est regrettable que la mort de deux camarades soit utilisée pour sortir d'un licenciement dont les motifs sont tout autres ».** Elle ne recule même pas devant les insinuations, en déclarant à la presse que **« la vérité doit être rétablie sur l'action des travailleurs et le comportement de Flatischler durant l'accident »,** alors que trois minutes avant l'accident il occupait la place de l'un des deux morts et qu'il a tenté désespérément d'éteindre son ami qui était en flammes.

Quant à la CGT, elle dénonce le manque de sécurité. Comme la direction et la CFDT, elle porta plainte contre X. Mais, tout comme la CFDT, elle exigea que la plainte du SLT ne soit pas prise en compte car, pour elle, ce syndicat n'est pas représentatif. Et de toute façon elle s'est bien gardée de lever le petit doigt pour faire reculer la direction sur le licenciement.

Depuis le 30 juin, Franz Flatischler a entamé une grève de la faim dans l'église de Dunkerque et le SLT cherche à mobiliser l'opinion publique.

A la suite de leur intervention au Conseil municipal, Mauroy, bon prince, délégua deux de ses adjoints — un du PC, un du PS — pour s'entretenir avec les militants du SLT, tout en précisant que **« ce n'est pas comme cela que seront résolus les problèmes des travailleurs et celui de la sidérurgie ».**

Ces deux partis, qui s'étaient bien gardés jusqu'à présent de toute intervention dans cette affaire, pourtant largement connue, se sont sentis obligés de dénoncer le licenciement.

Et on apprenait mardi que l'inspecteur du travail de Dunkerque refusait le licenciement à la direction d'Usinor, ce qui permettait à Franz Flatischler d'arrêter sa grève de la faim.

Alors, les problèmes de la sidérurgie ne sont pas réglés pour autant — comme le dit le Premier ministre — mais peut-être Mauroy attend-il une occupation du Parlement, à Paris, pour trouver d'autres solutions que les licenciements aux problèmes de la sidérurgie ?

Correspondant LO

dans les entreprises

ÉCHOS DES ENTREPRISES

• L'usine ce n'est pas la course

Vendredi dernier on a cru un moment que le prologue du Tour de France devait avoir lieu à l'atelier Isolants. En effet, on a vu arriver des chronomètres et des chronométreurs. Alors on a tous arrêté le travail, en espérant le passage de la caravane publicitaire.

Mais on s'est vite aperçu qu'il n'y aurait rien à voir, car c'est notre travail qu'ils prétendaient chronométrer. Mais comme nous ne sommes pas des machines, ils ont dû constater que le tic-tac de leur quincaillerie nous empêchait de reprendre le travail.

Finalement, les trotteuses ont regagné la case départ et les chronométreurs leur bureau, pour méditer sur la différence qu'il y a entre un champion de la pédale et un ouvrier de Jeumont.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Jeumont-Schneider (Lyon).

• Ça distraira !

Etant donné qu'on est en période orageuse, qu'il y a toujours des trous dans le toit du MPR et que, par conséquent, il y a toujours des flaques dans l'atelier ; étant donné que cette situation dure quand même depuis quelques années, la meilleure solution serait de construire un rebord autour des flaques, et d'y élever des poissons rouges.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault Flins.*

• Embauchez !

Cela fait un mois et demi qu'ont eu lieu les départs de centaines de travailleurs de Billancourt en préretraite.

Eh bien, que ce soit au 49, au 14 ou dans l'Ile, seuls quelques jeunes travailleurs ont été embauchés ! On est loin en tout cas de voir les embauchés compenser les départs : ce qui était, paraît-il, le but du contrat de solidarité. Et aujourd'hui, c'est en étant moins nombreux que la même production sort !

Décidément, cette « solidarité » a un singulier relent d'exploitation accrue !

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Renault-Billancourt.

• Les pôvres !

La moyenne mensuelle des dix plus hauts salaires déclarés de l'entreprise s'élevait pour l'année 1981 à 76.000 F, soit près de 19 fois le salaire d'une conditionneuse.

On se demande comment ces dix plus hauts parasites vont pouvoir faire face au blocage des salaires, quand on pense qu'une augmentation de 3 % représente pour eux 2.280 F, plus de la moitié du salaire de pas mal d'entre nous d'un seul coup !

A moins que leurs salaires, contrairement aux nôtres, ne soient bloqués à la mode des prix alimentaires, c'est-à-dire à la hausse.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Roussel-Uclaf à Romainville.

• On ne vit pas pour travailler

Chez les agents de trains, pendant la période protocolaire, si nous posons ne serait-ce que un ou deux jours de congé, nous avons toutes les chances de les voir refuser. Cela devient pratiquement impossible pendant un tiers de l'année.

Ou c'est le chantage. Par exemple : vous allez à un enterrement, alors Untel n'ira pas à la communion... Et tout cela sans être gêné de rentrer dans notre vie privée qui, pourtant, ne regarde que nous !

Il y a quelques années, c'était possible, et les trains roulaient quand même. Seulement, il y avait assez d'agents.

Alors, une seule solution : que la SNCF embauche. Le progrès, ce n'est pas moins, mais plus de liberté.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *SNCF Chalindrey.*

• A quand la fermeture de la baraque ?

La Rééducation vasculaire, la Rééducation cardiaque, une aile à la Médecine 5, la Réanimation Grivaux, une aile du 5e étage de la Chirurgie 4, etc., vont fermer parce qu'une partie du personnel est en vacances et que l'administration refuse d'embaucher.

Il ne lui reste plus qu'à fermer l'hôpital et à passer une petite annonce demandant aux gens d'attendre la rentrée de septembre pour être malades.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *de l'hôpital Broussais (Paris).

• On affiche complet

Parmi les élèves infirmières qui viennent de passer leur diplôme, toutes celles qui le souhaitent n'ont pas pu trouver une place à l'AP.

C'est bien connu : nous sommes déjà tellement nombreuses ! On se serait marché sur les pieds !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de l'hôpital Broussais (Paris).*

• Bêêêêê...

En salle de travail à Port-Royal, souvent il n'y a pas de garçon, ni même d'aide-soignante. Dans ces cas-là le ménage n'est pas fait, quelquefois pendant deux jours.

Il y a des affiches pour interdire d'amener des fleurs, mais les moutons, eux, peuvent se balader en liberté.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *de l'hôpital Cochin (Paris).

A la veille du 14 juillet

Les sidérurgistes brûlent le château du patron

A Vireux-Molhain, où se trouve une filiale d'Usinor dont la fermeture a été annoncée pour dans un an à l'occasion de la réorganisation de la sidérurgie, les 900 ouvriers sont en colère et ils le font savoir.

La semaine dernière, ils avaient séquestré leur P-DG, le bras droit du P-DG d'Usinor, et le directeur du personnel, à l'issue d'une réunion prévue avec l'Intersyndicale (FO-CFDT et CGC) et la CGT.

Il faut dire que les hauts cadres du trust promettaient n'importe quoi et, en particulier, le reclassement des ouvriers sans aucune garantie précise. Et tout le monde sait bien, à Vireux, que le reclassement est impossible dans le département (où le taux de chômage est parmi les plus élevés de France) aussi bien que dans les autres usines du groupe puisque, partout, il n'est question que de licenciements.

L'Intersyndicale avait exigé que l'entrevue soit publique, devant les ouvriers et les habitants, et elle demandait non pas un hypothétique reclassement, mais la garantie du statut Usinor pendant dix ans, quelle que soit la solution trouvée (reclassement ou chômage) et, bien entendu, le salaire afférent à ce statut. Car, si l'on prend par exemple le problème de l'ancienneté, cela représente 15 % du salaire pour 15 ans d'ancienneté et peut aller jusqu'à 18 % du salaire de base. Les ouvriers de la Chiers ne veulent donc pas d'un reclassement qui leur ferait perdre cette partie importante de leur salaire ou qui — et c'est le sentiment le plus général — les conduirait à être licenciés quelques mois après ce reclassement.

Bien entendu, leurs interlocuteurs ne voulaient pas entendre parler de cette garantie Usinor pendant dix ans.

C'est ainsi qu'ils se retrouvèrent séquestrés dans l'usine, jeudi 8 juillet. Le samedi 10, ils étaient libérés, contre la promesse d'une nouvelle discussion le lundi 12. Mais comme ils avaient bien trop peur de revenir à l'usine, rendez-vous fut pris à Revin, et ce sont les ouvriers de la Chiers et les habitants de Vireux qui se déplacèrent fort nombreux. Du coup, la direction refusa de recevoir l'Intersyndicale.

Alors, de retour à Vireux, les syndicalistes et les ouvriers qui les avaient accompagnés actionnèrent la sirène de l'usine, faisant arriver sur place plusieurs centaines d'habitants et, la colère montant après le compte rendu de l'entrevue manquée, tout le monde se dirigea vers le château qui est — ou plutôt était, car il n'y habite pas en ce moment — la résidence du directeur de l'usine. Et ils y mirent le feu. On peut dire que plusieurs centaines de personnes ont participé ou assisté à cet incendie sans rien tenter pour l'empêcher. Un barrage sur la route retarda même l'intervention des pompiers.

Bien sûr, la chaleur de cet incendie compromet les possibilités de négociations « à froid », comme les aiment les patrons. Mais il signe la détermination des travailleurs d'Usinor-Vireux. Bien sûr, ils n'ont brûlé qu'un château vide ; mais la Bastille aussi était presque vide. Il est vrai qu'elle n'est pas restée isolée. Aujourd'hui, les dirigeants des centrales syndicales laissent les travailleurs se battre isolément les uns des autres. Ceux qui sont le dos au mur recourent alors à des actions dures... mais isolées.

Mais peut-être que le jour n'est pas loin où les travailleurs sauront trouver la voie des luttes d'ensemble. Et ce jour-là, on ne brûlera plus les châteaux, mais on prendra les banques.

Correspondant LO

UAP RUE DES ARDENNES-PARIS 19e

Augmentation de la cantine : dur à digérer

A l'UAP rue des Ardennes, où travaillent 200 employés, la direction a annoncé le 30 juin une augmentation du ticket de cantine de presque 4 % à partir du 1er juillet, c'est-à-dire le lendemain.

Immédiatement, cela a été la grogne dans les bureaux : on avait beau savoir que le blocage des prix, c'était pour la galerie, là, la direction y allait un peu fort, et on avait vraiment l'impression qu'elle se payait notre tête.

C'est ce qu'on a été lui dire, à 50. Dans le bureau du directeur, on a demandé l'annulation de la hausse.

Le lendemain, on nous annonçait que le ticket n'était pas augmenté.

A l'UAP Tour Assur, Le Peletier ou encore à Jules-Lefebvre, où des bruits identiques avaient couru sur l'augmentation de la cantine, on n'en a plus entendu parler. Comme quoi un petit coup de colère peut avoir son efficacité !

Correspondant LO

Sélection TV

Samedi 17 juillet

15 h 20. TF1. Les grandes aventures de l'Himalaya. L'évocation des expéditions au K2 et au Nanga Parbat, les montagnes « tueuses d'hommes ». Deuxième émission d'une série réalisée par Maurice Herzog.
20 h 35. A2. Les rebelles. Téléfilm d'après le roman de Pierre Chabrol. Les événements des années 1932 à 1936 vus à travers la vie d'un village cévenol.
20 h 35. FR3. On sort ce soir. Concert. Orchestre national de Lille sous la direction de Jean-Claude Casadesus. **L'Arlésienne** de Bizet et **Tableaux d'une exposition** de Moussorgski.
21 h 35. TF1. Autour de Charles Trenet. Rediffusion d'une émission proposée le 20 mars dernier. Soirée d'hommage à Charles Trenet organisée par le Théâtre Renaud-Barrault, avec Charles Trenet bien sûr, mais aussi Charlebois, Yves Duteil, Claude Nougaro...
22 h. A2. Elle court, elle court l'opérette. Un pot pourri d'opérettes, de **La veuve joyeuse** à **La vie parisienne.**
22 h 30. TF1. Sept sur sept. Magazine d'actualité dont une partie doit être consacrée à la télévision sud-coréenne. Les autres sujets ne sont pas encore connus.

Dimanche 18 juillet

12 h. TF1. L'aventure des plantes. Rediffusion de la série d'émissions réalisées par Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Cuny. Une découverte passionnante de la vie du monde végétal.
21 h 35. A2. Grands travaux du monde. Made in Hong-Kong. Le projet d'urbanisme d'une cité grouillante qui cherche à échapper à l'asphyxie. Hong-Kong va en effet créer des villes nouvelles pour deux millions d'habitants, sur un territoire loué à la Chine.
20 h 35. FR3. Il était une fois le pouvoir. Le référendum des dieux. Pouvoir et religion dans le royaume du Népal.

Lundi 19 juillet

20 h 30. TF1. René-la-canne. Film d'aventures. L'histoire d'un jeune truand, pendant la dernière guerre, interprété par Gérard Depardieu.
20 h 35. A2. Les noces de Figaro. Opéra de Mozart. Deux domestiques, Figaro et Suzanne, réussissent à se marier malgré l'opposition de leur maître, le comte Almaviva, dont l'autorité est ainsi bafouée. Sur ce thème contestataire, Beaumarchais avait écrit une pièce de théâtre. Mozart l'a repris pour un de ses plus beaux opéras. Interprété ici par Hermann Prey, Dietrich Fischer Dieskau, Mirella Freni et Kiri Te Kanawa, sous la direction de Karl Böhm. Rediffusion à ne pas manquer.

Mardi 20 juillet

20 h 35. TF1. François Mitterrand, écrits et discours. Une émission de Georgette Elgey sur Mitterrand de 1938 à 1981, à travers ses écrits et ses discours.
20 h 35. A2. Le serin du major. Téléfilm de Pierre Miquel et Alain Boudet, avec Henri Virjoleux. Divertissement et évocation historique de la France prérévolutionnaire de 1786.
22 h 05. A2. Concert magazine. Emission consacrée au festival d'Aix-en-Provence et aux cantatrices interprètes de Mozart.

Mercredi 21 juillet

20 h 35. TF1. Histoire vraie. Téléfilm de Claude Santelli d'après une nouvelle de Guy de Maupassant. Avec Marie-Christine Barrault et Pierre Mondy. L'histoire de Rose, une servante séduite puis délaissée par un hobereau normand. Une peinture sociale impitoyable.
20 h 35. A2. L'affaire Stavisky. Téléfilm italien sur ce scandale politico-financier dans les années 1930. Tourné au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro, ce film de Luigi Pirelli évoque aussi, par analogie, l'Italie contemporaine.

Jeudi 22 juillet

20 h 35. TF1. L'honneur de Barberine. Téléfilm d'après le roman de Charles Exbrayat. Une intrigue policière qui a pour cadre un petit village d'Ardèche.
20 h 35. FR3. Le gang des otages. Film policier d'Edouard Molinaro.
22 h 15. TF1. L'espace de l'Islam. Deuxième émission consacrée au monde islamique. Cette semaine, sur le thème **Les voies de la connaissance,** l'histoire de la science et de la technologie islamiques.

Vendredi 23 juillet

20 h 35. TF1. Eddy Mitchell à l'Olympia.
20 h 35. FR3. Le nouveau vendredi : Les enfants de Kim Il Sung, un reportage consacré à la Corée du Nord.
20 h 35. A2. Le Christ s'est arrêté à Eboli. Troisième partie de l'adaptation du roman de Carlo Levi. Un intellectuel italien antifasciste exilé dans un village du sud de l'Italie.
21 h 30. TF1. Crime et châtiment. Deuxième partie du téléfilm d'après le roman de Dostoïevski.
21 h 30. A2. Apostrophes d'été. L'Italie, ses dieux, ses princes, ses hommes. Avec, entre autres, Max Gallo auteur de **L'Italie de Mussolini** et de **Garibaldi.**
23 h. A2. Soleil des hyènes. Film hollando-tunisien de Ridha Behi, en version originale sous-titrée. Comment l'installation d'un centre touristique bouleverse la vie d'un village côtier de Tunisie. L'auteur a voulu dénoncer la néo-colonisation par le biais du tourisme, qui n'enrichit que les capitalistes européens et quelques notables locaux.

LIVRES

« Hôtel New Hampshire »

de John IRVING

Deux jeunes Américains qui s'aiment d'amour tendre fabriquent coup sur coup cinq rejetons et s'embarquent, munis de leurs rêves et de leur humanisme bohème, dans la grande aventure de la vie. L'histoire de la famille Berry, qui court sur un quart de siècle, de 1940 à 1965, est racontée par l'un des enfants. Elle a pour cadre principal un hôtel baptisé, comme l'indique le titre, Hôtel New Hampshire, le même nom s'appliquant successivement à trois hôtels différents. Le premier, un ancien pensionnat de jeunes filles reconverti par les Berry, est situé dans le trou perdu du New Hampshire qui est leur ville natale. Le second Hôtel New Hampshire nous transporte dans la Vienne des années d'après-guerre. Le troisième enfin est un ancien palace abandonné de la côte atlantique oú les derniers membres de la famille viennent cultiver la nostalgie du temps passé et chercher un havre de paix.

Les personnages y sont tous hauts en couleurs, soit qu'ils aient une personnalité fortement marquée, soit que les expériences qu'ils ont vécues en aient fait des êtres à part. Il y a le juif Freud, flanqué de son ours apprivoisé, qui décide de regagner son Autriche natale en 1939 (et qui échappe miraculeusement aux persécutions nazies). Il y a Suzy, la jeune femme violée, qui cache son mal de vivre en revêtant la peau d'un ours. Il y a les prostituées de Vienne que plus aucune douleur humaine ne saurait émouvoir. Et les terroristes persuadés que, plus leur bombe fera de victimes, mieux leur message sera entendu — à supposer que leur message ait un sens, ce qui n'est pas le cas pour les nihilistes dépeints par Irving.

L'auteur, qui qualifie son dernier roman de conte de fées, a délibérément joué sur l'invraisemblable, tout en racontant du quotidien. Le lecteur entre sans peine dans ces histoires à dormir debout, qui mettent en scène les angoisses très réelles suscitées par des actes de violence comme le viol ou l'attentat terroriste. Le thème du viol est traité avec nuances. De même sont judicieusement dépeintes les difficultés de vivre de ceux qui ne peuvent se conformer à un moule social préétabli.

Au-delà des thèmes abordés par John Irving, qui sont un reflet des maux de cette société tels que les perçoivent les membres des classes moyennes (la violence individuelle, gratuite, qui frappe n'importe qui), le succès de Hôtel New Hampshire **vient principalement du talent de conteur de l'auteur. L'humour et la tendresse dominent dans l'histoire de la famille Berry, atteignant parfois un comique inoubliable, tandis que les moments d'horreur et les épisodes tragiques sont racontés avec une sobriété et une retenue délibérées.**

Chaque chapitre est à lui seul une histoire, avec ses suspenses et ses rebondissements. Les contrastes entre le raffiné et le vulgaire, le comique et le tragique, entretiennent tout au long l'intérêt du lecteur. C'est un roman sans autre grande prétention que de plaire au lecteur, c'est bien écrit et bien ficelé, et on ne boude pas son plaisir.

Hélène DURY

Hôtel New Hampshire **de John Irving.**

« Le roman de la rose »

Racontée par deux journalistes — dont l'un est aujourd'hui rédacteur en chef du **Nouvel Observateur** — voici l'histoire de l'ascension de Mitterrand et du Parti Socialiste au pouvoir, du congrès d'Epinay, en 1971, jusqu'au 10 mai.

Et le livre retrace les grandes étapes de la politique du Parti Socialiste et de la gauche, d'élection en élection.

Il montre d'abord comment Mitterrand se hisse à la tête de ce qui devient, au congrès d'Epinay, le « Parti Socialiste », grâce à l'alliance de l'aile droite (Defferre) et de l'aile gauche (CERES) contre Guy Mollet, que lâche alors Mauroy, qui apparaissait comme son dauphin.

Puis c'est, après la rédaction, difficile, du programme du Parti Socialiste (**Changer la vie**), la signature du **Programme commun** ; la rupture, après les discussions sur la « réactualisation » de celui-ci, de l'Union de la gauche et la polémique entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Le tout sur un fond de manœuvres et de coups bas internes au PS, entre les différentes tendances, celles de Mauroy, de Rocard, de Mitterrand.

En fait, ce tableau des péripéties de l'histoire de la gauche, détaillé mais anecdotique, manque d'intérêt.

Les auteurs, qui font la part belle à Mitterrand, concluent leur livre sur cet hommage : ce n'est pas le moindre changement, dans la vie politique française, que de voir un homme et un parti agir, à dix ans de distance, comme ils l'avaient annoncé.

Mais si le livre illustre une chose, c'est, à son corps défendant, que le Parti Socialiste est dirigé, comme les partis de droite, par des politiciens ambitieux et arrivistes.

Ces gens-là sont maintenant au pouvoir depuis plus d'un an et on peut les juger sur pièces. Le propos des auteurs apparaît d'autant moins convaincant que l'on voit aujourd'hui Mitterrand et Mauroy mener une politique qui ressemble de plus en plus à celle de Giscard et Barre.

Philippe AVRIL

Le roman de la rose — D'Epinay à l'Elysée, l'aventure des socialistes **d'Albert du Roy et Robert Schneider.**

LIVRES

« Les romantiques »

de Nazim HIKMET

Les romantiques est un roman autobiographique du poète turc Nazim Hikmet.

Né en Turquie au début du siècle, Nazim Hikmet a 15 ans au moment oú éclate la Révolution russe. Comme beaucoup de jeunes adolescents, il s'enthousiasme pour la révolution naissante, participe au combat des premiers communistes turcs contre le régime nationaliste de Mustapha Kemal, s'exile en URSS pour fuir la répression puis revient militer, clandestinement, dans son pays. Arrêté en 1938, il connaît les geôles turques pendant treize années avant d'être libéré à la suite d'une campagne internationale en 1951. Il meurt à Moscou, en 1963.

Ce sont les premières années, celles de la tourmente révolutionnaire, des premiers engagements, des premiers émois sentimentaux, des vagues d'espoir, de dévouement, mais aussi de sacrifices de tous ces jeunes gens que relate le roman, avant que le stalinisme ne vienne dévoyer leur combat.

Ahmet, le héros, c'est Nazim Hikmet lui-même. En 1925, pour fuir la répression, il se cache. Mordu par un chien peut-être enragé, il attend avec inquiétude... et compte les jours. Pendant ce temps, sa pensée vagabonde. Le passé, le présent, mais aussi le futur — que l'auteur connaît, lui — s'entremêlent dans le désordre, comme s'enchaînent les pensées. Les personnages, les événements apparaissent par bribes, par images, puis disparaissent. Cette construction rend le roman vivant, en éclairant de l'intérieur en quelque sorte les motivations, les raisons profondes de l'engagement de l'auteur. Raisons qui apparaissent d'ailleurs plus sentimentales que politiques, plus ressenties que raisonnées, et qui expliquent le titre : **Les romantiques**.

Mais si le roman y gagne en clarté psychologique, il y perd malheureusement en clarté tout court. Le lecteur s'embrouille un peu dans les événements, les lieux, les personnages. Il est à la fois à Moscou, à Smyrne, à Istanbul et ailleurs dans les années 1917, 1920, 1922, 1925 voire 1932 et suivantes.

Il n'en partage pas moins l'enthousiasme et les espoirs soulevés par la Révolution russe.

Joëlle GERARD

Les romantiques **de Nazim Hikmet, Ed. Temps Actuels, 65 F.**

« Transitville »

de Tibor TARDOS

Transitville, c'est le nom donné à une localité autrichienne, Traiskirchen. Il s'agit d'une ville de transit oú 1 000 personnes arrivent par mois en provenance des pays de l'Est, clandestinement pour la plupart. Elles y attendent un visa pour d'autres pays.

L'auteur du livre est lui-même un exilé hongrois. Il est parti de son pays, après 1956, oú il avait été membre du cercle Petöfi, qui avait joué un rôle important au départ de la révolution hongroise des Conseils.

Il a interviewé un certain nombre de personnes venant de Hongrie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, ou encore de Pologne ou d'URSS, qui racontent leur fuite. Tel ce chauffeur de camion qui est venu de Prague. Il a nagé pendant huit heures d'affilée sous l'eau, et y a tué un chien policier lancé à ses trousses. Ou encore cet ex-policier polonais venu également à la nage, ou bien ce sourd-muet qui a forcé un barrage de douane avec un camion de 45 tonnes.

Les histoires sont toutes plus extraordinaires les unes que les autres. Si elles sont sans doute véridiques, elles sont aussi rocambolesques et, manifestement, c'est cet aspect qui a retenu l'attention de l'auteur. Ce qui fait que les raisons qui poussent les gens à partir, l'atmosphère régnant dans ces pays, passent au second plan, et c'est un peu dommage.

De ce fait, le livre fait plus penser à un recueil d'histoires extraordinaires qu'à un témoignage sur ces « étranges émigrants de l'Est », comme l'indique le sous-titre du livre.

Laurence VINON

Transitville — Etranges émigrants de l'Est **de Tibor Tardos, Ed. Maspéro, 56 F.**

« J'accuse devant le tribunal de la société »

de Liu QING

Liu Qing, intellectuel dissident chinois, membre du Mouvement Démocratique, arrêté en 1979 pour avoir ronéoté et vendu à Pékin sur la place Tian'anmen le compte rendu du procès, en principe public, d'un autre dissident, se trouve encore aujourd'hui détenu dans un « camp de rééducation par le travail ».

Mais, contrairement à ce que laisse entendre la présentation de ce livre, il ne nous renseigne pratiquement pas sur les camps d'internement dans la Chine d'aujourd'hui.

En fait, ce livre est une déclaration que l'auteur a envoyée de sa prison aux autorités (et qui, pour nous parvenir, est sortie clandestinement de Chine) et dans laquelle il se livre à une longue polémique avec le pouvoir en place sur la question de la légalité et du respect du droit en Chine.

Car Liu Qing, dissident très modéré, admirateur des démocraties occidentales — sur lesquelles il se fait beaucoup d'illusions — a choisi essentiellement le terrain de la légalité et de la Constitution pour s'en prendre aux autorités et se défendre.

Certes, les faits que rapporte Liu Qing sur les conditions d'existence d'un courant contestataire en Chine à la fin des années soixante-dix ne manquent pas d'intérêt. On voit comment, au sortir de la terreur sous la Révolution culturelle, une fraction de la population des villes — les jeunes surtout — chercha à s'exprimer plus librement, à secouer la chape du régime. On voit aussi comment cette période, dite du Mur de la Démocratie, ne fut que de courte durée et comment ce mouvement ne déborda jamais un cadre bien limité et étroitement surveillé par les autorités, policières en premier lieu.

Cependant le terrain juridique choisi par l'auteur ne rend pas facile la lecture de ce J'accuse chinois (Liu Qing a volontairement repris le titre de l'article fameux de Zola prenant position en faveur de Dreyfus), et le fait que la dissidence chinoise ne soit présentée que par rapport à Liu Qing lui-même en limite quelque peu l'intérêt.

Roger MEYNIER

J'accuse devant le tribunal de la société de Liu Qing, Ed. Robert Laffont, 262 pages, 65 F.

« Le capital » de Marx pour débutants

Ne vous fiez pas au titre qui laisse entendre, avec un humour volontaire, que c'est là un ouvrage de vulgarisation simple et distrayant, une sorte de « méthode Assimil » sur le célèbre ouvrage de Marx. Le texte est abondamment illustré de dessins, de photomontages parfois agrémentés de bulles ou de légendes, oú le propos familier tente de suppléer à un humour bien défaillant.

Le texte ne console guère des illustrations : il est tout aussi pesant. Loin d'utiliser un langage simple susceptible de se mettre au niveau des débutants auxquels on prétend s'adresser, on reprend le texte de Marx, par bribes de phrases, intercalées il est vrai de quelques familiarités ou remarques qui se veulent humoristiques, mais qui n'apportent rien en clarté pour le lecteur néophyte. On trouve de plus quantité de clins d'œil ou d'allusions accessibles seulement à un public cultivé et déjà familiarisé avec Marx et son époque — en tout état de cause, à des gens qui n'ont pas trop besoin qu'on leur mâche le travail pour lire Marx.

L'idée n'était peut-être pas mauvaise, d'éditer un ouvrage facile et distrayant sur **Le capital** de Marx. Encore faudrait-il pour cela avoir la compétence et le talent qui permettent d'énoncer en termes simples des choses d'apparence si compliquée. Faute de ces qualités, les auteurs ont commis un ouvrage ennuyeux, pesant, sans attraits.

Jacques FONTENOY

Le Capital de Marx pour débutants, **Ed. Maspéro.**

FILMS

Sélection

Films récents...

LES ANNEES DE PLOMB.
de Margareth von Trotta.

Un film inspiré d'événements réels, sur l'Allemagne des années 1970 et l'emprisonnement des membres de la bande à Baader.

Quintette 5e (vo). St-Ambroise 11e (vo).

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.

Un petit postier aux prises avec la passion musicale, des trafiquants, des espions et tout un monde marginal et coloré. Suspense et tendresse à la fois.

Movies les Halles 1er. Vendôme 2e. Panthéon 5e. Marignan 8e. Sept Parnassiens 14e. Calypso 17e.

JACQUES BREL.
de Frédéric Rossif.

A partir de séquences filmées par F. Rossif durant ses tours de chant, un spectacle émouvant au cours duquel on réentend les chansons de Jacques Brel.

Forum Cinéma 1er. Paramount City Triomphe 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Monparnasse 14e.

MISSING.
de Costa-Gavras.

La disparition d'un journaliste américain lors du coup d'Etat de 1973 au Chili. Film basé sur des faits véridiques. Film bouleversant sur l'horreur de la dictature en Amérique latine, et sur la connivence des USA dans la préparation et la réalisation du coup d'Etat.

Gaumont Les Halles 1er (vo). St-Michel 5e (vo). Bretagne 6e. Odéon 6e (vo). Normandie 8e (vo). Caméo 9e. UGC Gare de Lyon 12e. Mistral 14e. 14 Juillet 15e (vo). Paramount Maillot 17e. Clichy Pathé 18e.

LA NUIT DE VARENNES.
d'Ettore Scola.

Le 21 juin 1791, il y avait du monde sur cette route de Varennes : le carrosse royal, la voiture de Casanova vieillissant et une diligence où se retrouvent mêlés malgré eux des représentants de tous les milieux sociaux, de toutes les tendances politiques qui se sont affrontées au cours des premières années de la Révolution française.

Studio de la Harpe 5e. Calypso 17e.

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE.
de Daniel Vigne.

Le XVIe siècle truculent et gaulois dans un petit village de l'Ariège où l'on ne plaisante pas avec les capteurs d'héritage...

Paris 8e.

REDS.
de Warren Beatty.

L'histoire de John Reed et un petit peu celle de la Révolution russe.

George V 8e (vo).

... et moins récents

GEORGIA.
d'Arthur Penn.

La vie de quatre adolescents dans l'Amérique du début des années 1960. Il y a loin de leurs rêves à la réalité.

Cluny-Ecole 5e (vo). Marbeuf 8e (vo).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI.
de Jacques Rouffio.

Un homme abat, cinquante ans après, le nazi qui avait fait exécuter ses parents adoptifs.

Paramount Marivaux 2e. Paramount Odéon 6e. Paramount Mercury 8e. Paramount Galaxie 13e. Paramount Montparnasse 14e. Paramount Orléans 14e.

CABARET.
de B. Fosse.

A travers un cabaret, l'Allemagne et la montée du fascisme de 1931 à 1933.

Forum Cinéma 1er (vo). Action Christine 6e (vo). George V 8e (vo). Lumière 9e. Olympic 14e (vo). 7 Parnassiens 14e (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

D'après le roman de Steinbeck. Des fermiers chassés de leur terre émigrent en Californie et y trouvent la misère.

Studio Contrescarpe 5e (vo).

CHRONIQUE DES ANNÉES DE BRAISE.
de M. Lakhdar Hamina.

Les prémisses de la révolte algérienne.

Daumesnil 12e (v.o.).

LES ENFANTS DU PARADIS.
de M. Carné.

Le petit monde des saltimbanques et mauvais garçons des « boulevards » de Paris il y a 150 ans. Tourné il y a 40 ans, ce film continue de faire rêver des générations de spectateurs.

Ranelagh 16e.

KAFR KASSEM.

La colonisation sioniste aux débuts de l'Etat d'Israël.

Saint-Séverin 5e (vo).

DON GIOVANNI.
de J. Losey.

L'Opéra de Mozart.

Calypso 17e (vo).

« Dressé pour tuer »

Ce sont des faits réels qui avaient inspiré à l'écrivain Romain Gary, à la fin des années 60, le roman Chien Blanc, **alors qu'il vivait en Californie en compagnie de son épouse Jean Seberg.**

Le film de Samuel Fuller s'inspire directement du livre de Romain Gary : une actrice recueille chez elle un splendide berger allemand au pelage blanc, qu'elle a renversé au volant de sa voiture. L'animal est joueur, affectueux, se montre un chien de garde efficace pour sa nouvelle maîtresse, qui vit dans une maison isolée des environs de Los Angeles... Le chien trouvé semble être un compagnon rêvé pour quiconque a un penchant pour la gent canine.

Mais peu à peu la véritable « personnalité » du chien est révélée, violemment, tragiquement : en présence d'un Noir, l'animal débonnaire se transforme en monstre et attaque l'homme de couleur, ne lâchant sa proie que lorsqu'elle a cessé de vivre. C'est un « chien blanc », ce terme ne qualifiant pas simplement la couleur de son pelage, mais surtout le type de dressage auquel il a été soumis. Il existe en effet chez les racistes américains des individus qui dressent leur chien à n'attaquer que des Noirs, et à les attaquer dans l'intention de tuer. La mode n'est pas récente : au temps de l'esclavage, les propriétaires d'esclaves possédaient de tels chiens qu'ils lançaient à la poursuite des fugitifs. La tradition s'est maintenue depuis lors...

Le chien va alors subir une « déprogrammation » dans un zoo un peu particulier, puisque tous les animaux qui l'habitent sont destinés à figurer dans les productions des studios de Hollywood et suivent pour cela un dressage adapté au rôle qu'ils doivent jouer. L'homme qui va prendre en charge la rééducation du chien blanc est lui-même un Noir. Des semaines de travail seront nécessaires avant que le chien n'accepte de la nourriture, des caresses d'un homme de couleur.

Samuel Fuller a fait de ce film un violent réquisitoire contre le racisme, plus efficace qu'un discours. Ce « chien blanc » symbolise à lui seul tout ce qu'il y a d'irraisonné et de barbare dans l'expression de la haine raciste, face à laquelle, dans le film, les humains doués de raison semblent impuissants ou désemparés.

Seul le dresseur noir se sent capable de prendre en main le « chien blanc », et sa victoire (ou presque) se veut, elle aussi, un symbole et un acte d'espoir.

Traité comme un film d'action, où le suspense et la violence tiennent le spectateur en haleine, Dressé pour tuer **est un film simple et efficace, qu'il faut voir et faire voir.**

Hélène DURY

SPECTACLE

« *Je persiste et signe... Brel* »

avec Danielle Oddera et Jean Marchand

C'est un spectacle sur Brel, à propos de Brel et composé des textes de Brel. Danielle Oddera dit et chante ; Jean Marchand accompagne au piano, dit et chante lui aussi.

Ces deux interprètes québécois dessinent, grâce à une vingtaine de chansons, un portrait touchant et chaleureux de Jacques Brel.

Au début, le spectateur peut être un peu désorienté de réentendre des chansons très connues de Brel comme **Amsterdam** ou **Les vieux** interprétées par d'autres voix. Il peut aussi être étonné d'écouter des textes (**Le plat pays, Ces gens-là, Orly**) dits comme des poèmes. Mais la chaleur et la sincérité des interprètes balaient ces éventuelles réticences.

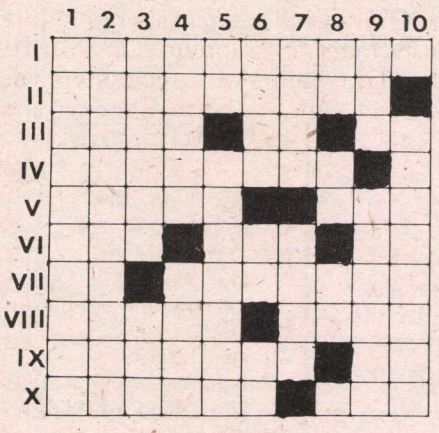
Au total, pendant près d'une heure et demie, Brel revit en tant qu'artiste et en tant qu'homme généreux, révolté par la bêtise et l'injustice.

André CASTILLE

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris 9e. Tél. : 281.29.36. M° Blanche.

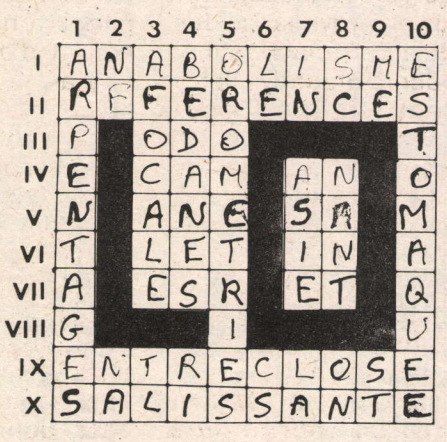
A partir du 1er juillet à 20 h 30 tous les soirs sauf dimanche jusqu'au 31 août. Places 60 F (réduction étudiant 39 F).

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Sujet de bonne aventure. II. Elles vantent. III. Guide. Initiales d'un despote russe. Lien. IV. Famille de plantes. V. C'est presque le pied. Première moitié. VI. Commencement de la fin d'un rite à répétition. Quand il est donné, c'est juste. Près de Dijon. VII. Pour un Japonais, c'est le drame. Mis à gauche, ils sont souvent maigres. VIII. Canard hollandais. Il était souvent dans le vent. IX. Canaux d'évacuation. Prénom phonétique. X. Retour de lame. Propre.

VERTICALEMENT. — 1. Il a la langue bien pendue. 2. C'est un bloc où l'on entre les pieds devant. 3. Glorifie. Quand ils sont jetés, il n'y a plus rien à faire. 4. Arbre à huile. Ne sortent pas sans bruit. 5. Dans le mot. Mit à jour. 6. Tout feu, tout flamme. Vieille langue. Prises de bec. 7. République d'Europe. On en tombe quelquefois. 8. Négation. Pronom. Patron dans la Manche. 9. Direction. Pour les vieilles rengaines. 10. Mêlent dans l'ordre.



Les caravanes de Lutte Ouvrière sur la route de vos vacances

Ça y est, le départ est donné. Dès cette semaine les caravanes de Lutte Ouvrière prennent la route, en Vendée, dans les Alpes, en Bretagne, dans le Languedoc. D'autres caravanes doivent partir à leur tour les semaines suivantes, pour aller vous rejoindre sur le lieu de vos vacances. Pour nous trouver c'est facile puisque nous plantons un marabout à chaque étape ; là vous pouvez durant toute la journée venir discuter. Le soir, après les projections (montages diapositives, etc.), un débat a lieu sur la situation politique un an après la venue de la gauche au gouvernement, et sur tout sujet concernant l'actualité politique et sociale.

Débats fraternels, même s'ils peuvent être parfois très animés, et où chacun peut exprimer en toute liberté ce qu'il a sur le cœur. Chaque jour les caravanes de Lutte Ouvrière changent de ville. Alors, profitez de cette occasion de venir nous voir, de mieux connaître les idées révolutionnaires. Dès maintenant, consultez la liste des étapes prévues que nous publions ci-dessous. Et si nous ne passons pas dans la ville où vous êtes en vacances, n'hésitez pas à faire un petit détour pour venir nous voir. On vous attend.

Alors à bientôt !

☐ BRETAGNE NORD

Sam 31.7 : Le Tréhou
Dim 1.8 : Plougonvelin
Lu 2.8 : Brignogan
Ma 3.8 : Morlaix
Me 4.8 : Locguirec
Je 5.8 : Trebeurden
Sam 7.8 : Tréguier
Dim 8.8 : Ploubazlanec
Lu 9.8 : Paimpol
Ma 10.8 : Erquy
Me 11.8 : St-Jacut-de-la-Mer
Je 12.8 : St-Lunaire

☐ BRETAGNE-SUD

Dim 18.7 : Le Croisic
Lu 19.7 : La Turballe
Ma 20.7 : Saint-Pierre de Quiberon
Me 21.7 : Etel
Je 22.7 : Névez
Sam 24.7 : Concarneau
Dim 25.7 : Pont-l'Abbé
Lu 26.7 : Pen'March
Ma 27.7 : Audierne
Me 28.7 : Douarnenez
Je 29.7 : Camaret

☐ VENDEE

Dim 18.7 : L'Herbaudière île de Noirmoutier
Lu 19.7 : Barbatre
Ma 20.7 : Fromentine
Me 21.7 : Longeville-Plage
Je 22.7 : Saint-Vincent-du-Jard
Sam 24.7 : La Faute-sur-Mer
Dim 25.7 : Ile de Ré
Lu 26.7 : Le-Bois-Plage-en-Ré
Ma 27.7 : Domino (île d'Oléron)
Me 28.7 : Saint-Pierre d'Oléron
Je 29.7 : La Tremblade

☐ AQUITAINE Côte basque

Sam 31.7 : Soulac
Dim 1.8 : Montalivet
Lu 2.8 : Arès
Ma 3.8 : La Hume
Me 4.8 : Cap-Ferret
Je 5.8 : Biscarosse
Sam 7.8 : Biscarosse-Plage
Dim 8.8 : Mimizan-Plage
Lu 9.8 : Anglet
Ma 10.8 : Hendaye
Me 11.8 : Ciboure
Je 12.8 : St-Pée-sur-Nivelle

☐ LANGUEDOC (Juillet)

Sa 17.7 : Prades
Dim 18.7 : Elne
Lu 19.7 : Céret
Ma 20.7 : Banyuls
Me 21.7 : Port-Vendres
Je 22.7 : Argelès
Sam 24.7 : Argelès
Dim 25.7 : Saint-Cyprien
Lu 26.7 : Perpignan
Ma 27.7 : Canet-Plage
Me 28.7 : Barcarès
Je 29.7 : Leucate-Village

☐ LANGUEDOC (Août)

Sam 31.7 : Sigean
Dim 1.8 : La Franqui
Lu 2.8 : Port-la-Nouvelle
Ma 3.8 : Gruissan
Me 4.8 : Narbonne
Je 5.8 : Narbonne-Plage
Sam 7.8 : St-Pierre-la-Mer
Dim 8.8 : Vias
Lu 9.8 : Carnon
Ma 10.8 : Sète
Me 11.8 : Montpellier
Je 12.8 : Carcassonne

☐ JURA

Sam 24.7 : Dole
Dim 25.7 : Poligny
Lu 26.7 : Salins
Ma 27.7 : Ornans
Me 28.7 : Morteau
Je 29.7 : Pontarlier
Sam 31.7 : Champagne
Dim 1.8 : Clairvaux
Lu 2.8 : Morez
Ma 3.8 : St-Claude
Me 4.8 : Oyonnax
Je 5.8 : Lons-le-Saunier

☐ ALPES-NORD

Sa 17.7 : Charavines-les-Bains
Dim 18.7 : Saint-Alban-de-Montbel
Lu 19.7 : Yenne
Ma 20.7 : Pontcharra
Me 21.7 : Annecy
Je 22.7 : St-Joriaz
Sam 24.7 : Duingt
Dim 25.7 : Anthy-sur-Léman
Lu 26.7 : Yvoire
Ma 27.7 : Thonon
Me 28.7 : Evian
Je 29.7 : Cluses

☐ ALPES SUD

Dim 1.8 : Vizille
Lu 2.8 : Bourg d'Oisans
Ma 3.8 : Monetier-les-Bains
Me 4.8 : Vallouise
Je 5.8 : Guillestre
Sam 7.8 : Barcelonnette
Dim 8.8 : Embrun
Lu 9.8 : Savines-le-Lac
Ma 10.8 : St-Jean-St-Nicolas
Me 11.8 : Die
Je 12.8 : Pont-en-Royans

☐ PROVENCE

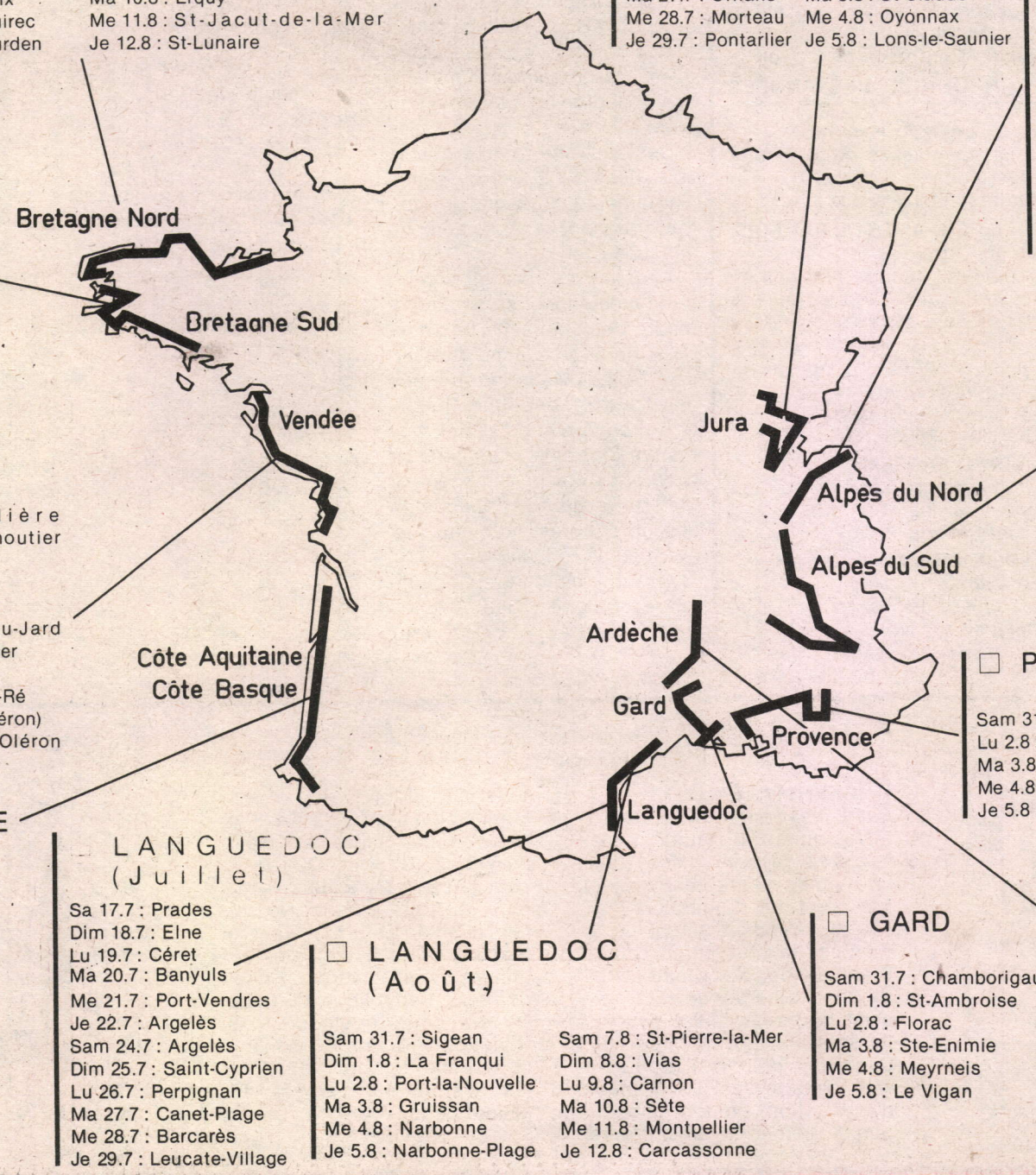
Sam 31.7 : Martigues
Lu 2.8 : St-Rémy-de-Provence
Ma 3.8 : Cavaillon
Me 4.8 : Bonnieux
Je 5.8 : Apt

☐ GARD

Sam 31.7 : Chamborigaud
Dim 1.8 : St-Ambroise
Lu 2.8 : Florac
Ma 3.8 : Ste-Enimie
Me 4.8 : Meyrneis
Je 5.8 : Le Vigan

☐ ARDECHE

Dim 8.8 : Lalevade
Lu 9.8 : Joyeuse
Ma 10.8 : Les Vans
Me 11.8 : Ruoms
Je 12.8 : Vallon-Pont-d'Arc
Sam 14.8 : Salavas
Dim 15.8 : Barjac
Lu 16.8 : St-Martin-d'Ardèche
Ma 17.8 : Goudargues
Me 18.8 : Uzès
Je 19.8 : Anduze



Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46-450.